



NATIONS UNIES
HAÏTI



EPNU

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

RAPPORT DE RÉSULTATS 2020

1 PAS
DE PAUVRETÉ



2 FAIM
«ZÉRO»



3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES



6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE



8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



11 VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



12 CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



14 VIE
AQUATIQUE



15 VIE
TERRESTRE



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS





Table des matières

Avant-propos	5
L'équipe de pays des Nations Unies (EPNU) en Haïti	7
Partenaires clés de l'équipe de pays des Nations unies en Haïti	8
Développements clés en 2020	10
Soutien de l'équipe de pays des Nations unies aux priorités nationales de développement à travers le Cadre Stratégique Intégré	15
Objectif stratégique 1	17
Objectif stratégique 2	19
Objectif stratégique 3	21
Objectif stratégique 4	23
Objectif stratégique 5	27
Objectif stratégique 6	39
Exemples de soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030	46
Résultats de l'EPNU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience	48
Unis dans l'action : La planification et la programmation	48
Unis dans l'action : La communication	49
Unis dans l'action : Les opérations et la Stratégie relative aux activités opérationnelles (BOS)	49
Aperçu financier et mobilisation des ressources	49
Priorités définies par l'EPNU pour 2021	53





Avant-propos

Ce rapport de l'Équipe de pays des Nations unies (EPNU) présente les principaux résultats obtenus lors de l'année 2020, conformément aux engagements pris à travers le Cadre Stratégique Intégré (CSI) des Nations unies en Haïti.

Le CSI, initié début 2020, vise à prioriser les efforts conjoints des Nations unies – Équipe de pays et Bureau Intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) – sur la base du Cadre de Développement Durable 2017-2021. L'emphasis est mise sur les causes structurelles et systémiques des déficits de développement, avec une concentration sur la recherche d'impact. Les objectifs du CSI, organisés autour de six objectifs stratégiques, se concentrent sur la recherche de changements en profondeur - accompagnés d'une recherche d'impact, à court terme, moyen et long terme - dans le but d'influencer le cycle des crises et des chocs récurrents, et d'appuyer et intensifier les efforts de la République d'Haïti dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. En d'autres termes, le CSI également est un instrument conçu pour promouvoir l'unité, les programmations conjointes, et les efforts ciblés des différentes agences, la responsabilité mutuelle, l'efficacité et l'efficience au sein du système en appui aux efforts nationaux de développement.

Un ensemble de défis dans la poursuite des résultats en matière de développement en 2020 se sont présentés, notamment :

- L'arrivée de la pandémie de la Covid-19, qui a nécessité une adaptation des plans et méthodes de travail de l'EPNU. L'EPNU a apporté tout son soutien pour appuyer les efforts du gouvernement face à la crise sanitaire, socio-économique et humanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19.
- Une situation socio-politique polarisée et difficile, qui a pu retarder certaines initiatives, et continue ainsi d'entraver le fonctionnement adéquat de plusieurs institutions de la République indispensables à l'exercice démocratique.
- Une situation économique instable, qui a en particulier eu un impact sur la situation des personnes les plus vulnérables et, de plus, a affecté les activités des entités des Nations unies.
- Une situation humanitaire très dégradée, du fait notamment de la combinaison des effets de la période *Peyi Lòk* en 2019 et de la pandémie.
- Une situation sécuritaire difficile, qui a limité l'accès à certaines zones d'intervention.

Malgré cela, des progrès ont été enregistrés et des opportunités saisies. A travers la nouvelle approche intégrée des Nations unies en Haïti ('One UN'), un certain nombre de champs d'intervention ont été ciblés, tels que :

- l'opérationnalisation du nexus humanitaire – développement – paix ;
- la réduction de la violence communautaire;
- la lutte contre la corruption;
- l'amélioration des services de justice et de sécurité à destination des plus vulnérables ;
- la protection sociale;
- la modernisation et la transformation de l'économie;
- la sécurité alimentaire;
- la promotion des modèles efficaces de réduction des risques et de résilience multidimensionnelle ;
- la prise en compte des besoins et des intérêts de groupes tels que les femmes et filles victimes de violence, les personnes vivant avec le VIH, les personnes handicapées, les jeunes, etc.;
- ainsi que le renforcement de la coopération binationale avec la République Dominicaine.

Ces chantiers resteront des priorités en 2021. Ainsi, pour apporter des solutions durables aux défis identifiés qui interagissent avec d'autres problématiques latentes et prolongées à caractère humanitaire, de développement ou de paix, les interventions de l'EPNU se focaliseront davantage sur la compréhension et la réponse aux causes profondes et structurelles, afin de contribuer à dénouer leurs « nœuds gordiens ».

Les réalisations de l'EPNU, les efforts en cours et ceux à venir ont le plus souvent bénéficié de l'accompagnement des partenaires du Système des Nations unies. Nous souhaitons ainsi remercier sincèrement nos nombreux partenaires. Conscients des défis auxquels nous faisons face mais également des opportunités qui se présentent à nous, nous sommes pleinement mobilisés pour continuer à travailler avec le peuple haïtien, le Gouvernement et les institutions de la République d'Haïti, ainsi qu'avec les secteurs de la vie nationale et les partenaires au développement, nationaux et internationaux. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons tirer parti des acquis déjà obtenus et avancer vers une Haïti stable, résiliente, pacifique et prospère.

Bruno Lemarquis

Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
Coordonnateur résident des Nations unies
Coordonnateur humanitaire



L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES (EPNU) EN HAÏTI



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial

OPS

Organisation
panaméricaine
de la Santé

Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques



ONU 
programme pour
l'environnement



Investir dans les populations rurales

unicef 
pour chaque enfant



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Organisation
internationale
du Travail



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAÏTI-COMMISSARIAT

PARTENAIRES CLÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Les principaux partenaires de développement du système des Nations unies en Haïti sont le gouvernement d'Haïti, les organisations internationales de développement, les institutions financières, les gouvernements donateurs et leurs agences de développement, le secteur privé, les universités, les médias et le peuple haïtien.

Nous tenons à remercier les nombreux partenaires qui ont soutenu notre travail de réponse à la Covid-19 en 2020, sans que les résultats présentés dans ce rapport n'aurait pas été possible.



Gouvernement
de la République d'Haïti



Gouvernement
du Royaume-Uni



Gouvernement
de l'Allemagne



Gouvernement
du Luxembourg



Gouvernement
de la Corée du Sud



Gouvernement
de la Suisse



Gouvernement
de l'Espagne



Gouvernement
de l'Inde



Gouvernement
des États-Unis d'Amérique



Banque interaméricaine
de développement



Gouvernement du Japon



Banque mondiale



Gouvernement du Canada



Fonds mondial de lutte
contre le sida, la tuberculose
et le paludisme



Gouvernement de la France



Fonds de
Reconstruction
d'Haïti



Gouvernement
du Danemark



Fonds pour
l'Environnement
Mondial



Gouvernement
de la Norvège



1. DÉVELOPPEMENTS CLÉS EN 2020

Alors qu'Haïti avait commencé l'année déjà fragilisée par l'impact des troubles socio-politiques de l'année 2019, notamment la période *Peyi Lòk*, 2020 a elle aussi été marquée par des défis importants,

de nature socio-politique, sécuritaire, sanitaire et humanitaire ayant un impact sur la trajectoire de développement du pays.



DÉVELOPPEMENT

Haïti poursuit ses efforts dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Cependant, les progrès sont incertains car le pays traverse une crise politique sévère, doublée d'une crise institutionnelle complexe. En 2020, de fréquentes manifestations - parfois violentes - ont ralenti l'activité économique et sociale dans la plupart des villes du pays. Les données publiées en 2020 sur la situation de 2019 révèlent le déclin continu d'Haïti dans le classement de l'indice de développement humain. La conjoncture de la crise politique, de la situation sécuritaire qui n'a cessé de se dégrader et de la pandémie de Covid-19, a entraîné une détérioration de la situation humanitaire, y compris l'augmentation du nombre de personnes qui auront besoin d'aide humanitaire en 2021. Ce nombre est maintenant estimé à 4,4 millions d'habitants, soit près de 40 % de la population.

Indice de Développement Humain (données de 2019) : 170ème sur 189 pays et territoires



SITUATION POLITIQUE

Alors que le pouvoir exécutif a continué à promulguer des réformes dans une situation marquée par l'absence du pouvoir législatif et la mise en place d'une gouvernance « par décret », le manque de freins et contrepoids au pouvoir de la seule autorité élue en place a suscité des critiques par plusieurs acteurs politiques et de la société civile. Face aux incertitudes concernant le calendrier électoral, les tensions politiques se sont accrues à la suite de la décision de l'administration Moïse de nommer un nouveau Conseil électoral provisoire (CEP) le 18 septembre, à la suite de la démission collective du précédent CEP le 24 juillet 2020.

Dans ce contexte politiquement tendu et polarisé, divers groupes contestent le mandat du Président de la République et l'appellent à quitter ses fonctions. Néanmoins, des efforts visant à promouvoir un dialogue inter-haïtien ont été lancés dans l'objectif de forger un consensus politique entre les différentes parties prenantes, ce qui serait une étape cruciale pour permettre au pays d'entrer pacifiquement dans un nouveau cycle électoral et planifier correctement les élections législatives qui auraient dû avoir lieu en Octobre 2019.

Par ailleurs, la décision du président de la République Moïse de mettre en place un Comité consultatif indépendant pour l'élaboration d'un projet de nouvelle Constitution le 30 Octobre 2020 ainsi que d'organiser un referendum constitutionnel ont soulevé des réactions mitigées, malgré le large accord existant sur la nécessité de reformer la charte fondamentale du pays.

Le nouveau Gouvernement de la République Dominicaine, entré en fonction en août 2020, a placé les relations avec Haïti au centre de son agenda international, sur la base d'une politique de bon voisi-

nage et de transparence. Cette nouvelle perspective dominicaine de la coopération avec Haïti met également l'accent sur la promotion des valeurs démocratiques et des droits humains, et représente une occasion de revitaliser et d'améliorer les relations entre les deux pays.



VIOLENCE

L'inquiétude de la populations face à la détérioration avérée de la situation sécuritaire a contribué aux manifestations anti-gouvernementales. À titre d'exemple, la violence liée aux gangs est en hausse constante et touche des communautés entières dans certains des quartiers les plus défavorisés des grandes zones urbaines. Entre janvier 2020 et janvier 2021, le nombre de cas d'enlèvements a augmenté de 200 % (pour atteindre plus de 230 cas rapportés), tandis que le nombre d'homicides volontaires a augmenté de 20 % (pour atteindre 1 380 cas rapportés par la police¹). Cette situation met en exergue les difficultés que rencontrent les forces de l'ordre à remplir leur mission de protéger la vie et garantir la sécurité de tous les segments de la société.

¹ UNDSS.

Parallèlement, l'impunité et l'absence de reddition de comptes persistent pour les crimes graves et les violations des droits humains, y compris celles commises par les forces de l'ordre. Les avancées timides dans l'enquête sur l'assassinat, en août 2020, du Président de l'Association du Barreau de Port-au-Prince en est un exemple illustre.

Dans les prisons haïtiennes, le recours disproportionné à la détention préventive prolongée (77 % de la population carcérale haïtienne en 2020) accentue le phénomène de surpopulation carcérale (environ 315 % de taux d'occupation), créant des conditions de détention dégradantes et inhumaines. En 2020, au moins 113 personnes sont mortes en détention². Ces défis appellent de plus en plus à une reconsidération de l'arsenal judiciaire en Haïti. C'est ainsi que l'adoption d'un nouveau code pénal et de procédure pénale, publié par décret en juin 2020 et dont l'entrée en vigueur est prévu en 2022, constituent d'importants développements normatifs qui ont marqué 2020.

En 2020, Haïti fut classé 179ème sur 190 pays et territoires dans l'indice de facilité de faire des affaires (*Ease of Doing Business Index*).



² OHCHR (2020), Tableau de bord sur les violations et abus des droits humains en 2020.

COVID-19

Grâce aux efforts du Gouvernement et au soutien de ses partenaires, l'incidence directe de la pandémie de Covid-19 sur Haïti a été en 2020 plus faible que prévue. Le nombre total de cas confirmés en date du 31 décembre 2020 était de 10 127, avec 236 décès liés à la Covid-19. Toutefois, la pandémie a révélé des faiblesses importantes et des vulnérabilités préexistantes dans de nombreux secteurs et qui doivent être corrigées afin que le pays puisse s'engager sur la voie de la réalisation de l'Agenda 2030. Les secteurs de l'économie, de l'éducation, de la santé et de la protection ont par exemple subi des conséquences significatives, qui sont venues s'ajouter à une situation socio-économique déjà fragile.

La situation économique des ménages et des individus s'est détériorée du fait de la pandémie de la Covid-19. La disponibilité du travail rémunéré a généralement diminué, touchant plus durement les femmes. En 2020, 69 % des ménages ont déclaré

une perte de revenu avec l'arrivée de la Covid-19 en Haïti. Bien que les envois de fonds provenant de l'étranger aient pourtant augmenté pour atteindre environ 3 milliards \$US en 2020, le nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire en 2020 a été estimé à 4 millions. Cette situation a plusieurs causes : la réduction des possibilités de générer des revenus par suite des restrictions liées à la Covid-19 - comme la fermeture des frontières, la baisse du rendement agricole attribuable dans certaines zones aux précipitations inférieures à la normale, la destruction des cultures par la tempête tropicale Laura et également l'inflation. Dans un contexte de vulnérabilités aussi élevées, l'adoption en juin 2020 de la Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociales, formulée avec l'appui de l'EPNU, marque une étape importante dans la protection des personnes les plus vulnérables tout au long du cycle de vie.

ÉCONOMIE

La crise de la Covid-19 a frappé Haïti alors que le pays commençait à émerger d'une période de 18 mois marquée par de graves troubles politiques et sociaux, notamment la période *Peyi Lòk* de 2019. La pandémie a eu un impact sur l'économie nationale, la fourniture des services sociaux ainsi que le bien-être des ménages. Après une croissance négative

en 2019, l'économie haïtienne a de nouveau connu une contraction en 2020. Le secteur du textile et de l'habillement, qui représente environ 90 % des exportations totales du pays et génère le plus grand nombre d'emplois formels du secteur privé, aurait connu une baisse de production de 16% au cours de l'exercice 2019-2020.

En prenant en compte certains des principaux défis auxquels est confrontée l'économie haïtienne, le budget pour l'année fiscale 2020-2021 se concentre sur plusieurs axes comme la diversification économique et l'accélération de la croissance, le soutien aux petites et moyennes entreprises, et la création d'emplois. Ces objectifs seront également soutenus par un plan triennal de relance économique dans le contexte de la Covid-19. Ce plan, estimé à 4,87 milliards \$US, vise à promouvoir la stabilité macroéconomique, à créer les conditions propices à la reprise de la croissance économique et à favoriser le bien-être de la population par la création d'emplois. Cependant, la mise en œuvre des réformes macroéconomiques nécessaires reste incertaine et cela pourrait continuer d'avoir des répercussions importantes sur la situation économique et sociale du pays, y compris le développement du capital humain, le bien-être et la santé des populations.

Indicateur	2020
Variation du PIB	-3,0 %
Variation du PIB par habitant	-4,7 %
Taux d'inflation	24,7 %
Variation du taux de change	18,0 %
Déficit budgétaire/PIB	8,6 %
Variation des exportations	-25,0 %
Variation des importations	-26,0 %
Variation des envois de fonds	20,0 %

SANTÉ

La pandémie de la Covid-19 a eu un effet indésirable sur le secteur de la santé. En effet, les soins de santé non liés à la Covid-19 ont été soit moins accessibles, soit moins sollicités comme en témoigne la baisse marquée de la disponibilité et de l'utilisation des services de santé essentiels. Par exemple, moins de femmes ont bénéficié de consultations prénatales

et moins de naissances ont eu lieu en établissement, entraînant un plus grand nombre de décès maternels et infantiles. Le recours aux services de planification familiale a également été affecté, alors que des lacunes dans les services de soins de santé de prévention et de nutrition ont également été détectées. Une diminution de l'accès à d'autres

services tels que des taux de vaccination plus faibles, une surveillance réduite de la tuberculose et du paludisme et une diminution du dépistage du VIH ont également été notées. Alors que la violence basée sur le genre a probablement été sous-déclarée, la réponse non-sanitaire – psychosociale, juridique et économique – a été entravée par les mesures de prévention contre le Coronavirus.

L'impact socio-économique de la Covid-19 (résultats supplémentaires de l'Évaluation Socioéconomique de l'Impact de la Pandémie Covid-19 - ESI-Covid-19) :

- 69% des ménages évoquent une baisse de revenus suite à la confirmation de la Covid-19 en Haïti ;
- Avec l'apparition de la pandémie de Covid-19, le pourcentage des femmes n'ayant pas d'activité rémunérée a augmenté de 23 points de pourcentage à 39% ; celui des hommes a augmenté de 15 points de pourcentage à 24% ;
- 39% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine, et 53% des ménages ont connu la faim au cours des 30 jours précédant l'enquête ;
- 43% des ménages ont déclaré ne pas avoir eu accès aux traitements médicaux et médicaments de façon régulière ;
- 48% de femmes n'ont pas accès aux soins maternels ou de planification familiale ;
- 81% des enfants et adolescents n'ont jamais pu s'adonner à des activités d'apprentissage depuis la fermeture des classes ;
- 84% des femmes ont déclaré lors de l'évaluation ne pas se sentir en sécurité ni dans leurs familles ni dans leurs communautés, et 22% craignent la violence, l'abus sexuel ou les violences domestiques.

ÉDUCATION

Le secteur de l'éducation a lui aussi subi de grandes perturbations. D'abord, à l'automne 2019, le pays a traversé une période baptisée *peyi lòk*, durant laquelle les manifestations et les violences récurrentes ont entraîné la fermeture des écoles. Cette fermeture a été suivie par une autre période de paralysie des activités scolaires résultants des dispositions sanitaires prises pour réfréner la propagation de la Covid-19. Ainsi, environ 4 millions d'enfants à travers Haïti n'ont pu exercer leur droit à l'éduca-

tion pendant près d'un an. Les inégalités d'apprentissage préexistantes ont continué à se creuser, car un nombre élevé d'enfants parmi les plus vulnérables - ceux qui sont handicapés, ceux vivant dans des communautés rurales et pauvres et les enfants migrants et déplacés notamment - n'ont guère pu accéder au peu de matériel d'apprentissage à distance disponible. Une autre conséquence importante pour les enfants, durant ces périodes de fermeture, fut l'accès limité à la restauration scolaire.

PROTECTION

La violence et l'insécurité, les doléances sociales, la corruption, la faiblesse des institutions de l'État dans certaines zones et l'absence de filets de sécurité adéquats continuent d'être des préoccupations en termes de protection des populations et constituent des obstacles majeurs à la réalisation des droits humains en Haïti. De nombreux Haïtiens et Haïtiennes n'ont pas accès à l'eau, à la nourriture, au logement, à l'éducation et aux soins de santé et se voient donc privés de l'opportunité de réalisation de leur droit à un niveau de vie suffisant. La moitié de la population haïtienne n'a toujours pas accès à de l'eau potable, alors que près de 50% des élèves du niveau secondaire d'Haïti ne vont pas à l'école et environ 59% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Quelques 222 601 migrants haïtiens sont revenus volontairement de la République Dominicaine entre le 15 mars et le 30 novembre 2020, la plupart en raison de la perte de leur emploi.

L'intensification et la recrudescence des violences inter gangs, notamment à la suite de la création d'une fédération des gangs armés dans la région métropolitaine, dénommée *G9 an fanmi e alye*, ainsi que l'absence de l'autorité de l'État dans certaines zones urbaines, ont exacerbé les vulnérabilités dans un environnement protecteur de plus en plus menaçant, aggravant ainsi la situation de populations déjà vulnérables.

En 2020, le pays a également connu une augmentation du flux migratoire, causé par le durcissement des mesures dans les principaux pays d'accueil des migrants haïtiens, dont la République Dominicaine, les Bahamas, et d'autres pays des Caraïbes. Les causes principales ayant contraint les migrants à revenir au pays fut principalement le ralentissement de l'économie des pays d'accueil, provoquant une baisse des opportunités économiques, et la peur d'être contaminés par la Covid-19.





CLIMAT ET RÉSILIENCE

Enfin, Haïti reste extrêmement vulnérable aux aléas naturels et à l'impact du changement climatique. Plus de 93% de sa surface et plus de 96% de sa population sont exposées au risque d'au moins deux aléas. Les efforts du Gouvernement restent essentiellement concentrés sur la préparation à la réponse et les efforts de réduction des risques et désastres sont encore insuffisants, ce qui sape régulièrement les efforts de développement du pays. En guise d'illustration, les effets du passage de la tempête tropicale Laura, en août 2020, sont présentés dans l'encadré ci-contre. Toutefois, l'approbation par le Gouvernement en juin 2020 du Plan national 2019-2030 de gestion des risques et des désastres constitue une étape importante vers la création d'une Haïti plus résiliente et mieux préparée aux catastrophes naturelles.

L'impact de la tempête Laura :

- 31 décès
- inondations
- dommages et destructions de milliers de maisons, de 60 écoles, de routes et de ponts
- impact sur la sécurité alimentaire et l'accès à la santé et à l'éducation



2. SOUTIEN DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE CADRE STRATÉGIQUE INTÉGRÉ

Cadre Stratégique Intégré (CSI)

18

Entités
dans le CSI

\$141 millions

Disponibles en 2020 pour soutenir les priorités nationales en vue de renforcer la stabilité et d'accélérer les progrès vers le développement durable

16 des 17

objectifs de développement durable ciblés.

Le Cadre Stratégique Intégré (CSI) a été élaboré par l'EPNU conformément à la [résolution 2476 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité des Nations unies, créant le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH). Le CSI identifie les domaines sur lesquels l'EPNU et le BINUH doivent travailler ensemble pour mieux répondre aux besoins actuels du pays afin de ren-

forcer la stabilité et d'accélérer les progrès vers le développement durable. À cette fin, ce plan se concentre sur un certain nombre de priorités de la programmation dans le Cadre de développement durable 2017-2021 et sollicite l'engagement des entités de l'EPNU à rajuster leur propre programmation.

L'intention stratégique du travail des Nations unies dans le cadre du CSI est de :

1. Concentrer les ressources politiques et programmatiques de l'ONU vers les obstacles structurels transversaux limitant la réalisation des Objectifs de Développement Durable, pour obtenir plus d'impact. Cela signifie mettre davantage l'accent sur les obstacles fondamentaux, ou « nœuds gordiens », qui empêchent des progrès significatifs et tangibles sur les grands défis politiques et développementaux affectant Haïti ; et
2. Transformer les méthodes de travail des Nations unies en Haïti, notamment en essayant de: travailler de façon transversale plutôt que sectorielle ; renforcer plutôt que de se substituer aux capacités nationales ; rechercher des réponses innovantes et des solutions de développement intégrées qui fonctionnent pour Haïti ; mutualiser les efforts par le biais de partenariats pour un plus grand impact et ainsi réduire les actions dispersées ; combiner un engagement à long terme avec des avancées rapides ; être plus à l'écoute de tous les secteurs de la population.

Le CSI établit des priorités dans le cadre du modèle intégré EPNU/BINUH, avec une forte approche *One UN*. L'EPNU a commencé la mise en œuvre de cette nouvelle approche durant l'année 2020. L'EPNU a plus particulièrement entrepris des discussions et des actions en vue d'une programmation conjointe entre plusieurs entités dans des domaines prioritaires (voir chapitre 5). En s'appuyant sur ses avantages comparatifs, l'EPNU travaille également à créer des liens avec d'autres acteurs de développement qui reconnaissent la nécessité d'une nouvelle approche en Haïti, basée sur la recherche d'impact. Les six objectifs stratégiques interdépendants du

CSI consistent à établir des conditions indispensables à la stabilité et aux progrès vers la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030.

La pandémie de la Covid-19 a d'ailleurs été l'occasion pour l'EPNU de mettre en œuvre concrètement la philosophie *One UN*, avec des approches cohérentes entre les réponses sanitaire, humanitaire et socio-économique. L'approche concertée et multisectorielle du système des Nations unies, en collaboration avec le Gouvernement, a permis une réponse efficace et efficiente face à la crise sanitaire en 2020.

En 2020 l'EPNU a travaillé en étroite collaboration avec le BINUH sur l'analyse, la planification et la mise en œuvre de nombreuses activités, notamment sur les Objectif stratégiques 1 à 4. Les principaux domaines d'engagement concernent le soutien à la préparation des élections de 2021, la réduction de la violence communautaire, l'accès à la justice et la défense des droits de la personne. La coordination avec les acteurs humanitaires a été tout aussi importante, par exemple dans le domaine de la sécurité alimentaire, des services sociaux de base, et de la protection. L'opérationnalisation de l'approche nexus humanitaire-développement-paix est une priorité pour l'EPNU, de manière à réduire les risques et les vulnérabilités générant des besoins humanitaires. Cette collaboration inter-piliers permet à l'EPNU d'obtenir une réponse plus globale aux problèmes de développement dans le cadre de l'atteinte de ses objectifs.

En 2020 le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) en Haïti a contribué à prévenir la violence et son action a porté sur trois axes prioritaires à savoir l'accès à la justice, le désarmement et la cohésion sociale, conjointement identifiés par le gouvernement et le Système des Nations Unies. Cette contribution, avec un budget de plus de 9 millions de dollars américains (USD), a permis aux agences récipiendaires d'adresser des problématiques urgentes telles que la redynamisation des bureaux d'assistance légale pour faciliter l'accès à la justice aux plus vulnérables ; l'élaboration d'une stratégie nationale de Désarmement, Démantèlement et de Réinsertion/Réduction de la Violence Communautaire et le renforcement du dialogue démocratique en vue de favoriser la participation des jeunes à la gouvernance locale et de renforcer la cohésion sociale. Les projets PBF actifs en 2020 renvoient aux Objectif stratégique 1, 2 et 3 du Cadre Stratégique Intégré et visent à contribuer à la mise en place des conditions nécessaires pour le dialogue civique et la cohésion sociale et à l'amélioration de l'accès aux services de sécurité et de justice et la sécurité des citoyens.



Crédit photo : Concern World Wide



OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

Les acteurs politiques et socio-économiques nationaux, y compris la société civile, sont engagés dans une coopération inclusive et la recherche d'un consensus, ce qui améliore le fonctionnement des institutions publiques et la bonne gouvernance.



Domaine prioritaire 1.3 : Dialogue civique et cohésion sociale

L'EPNU continue d'investir dans la promotion du dialogue civique et la cohésion sociale en vue de favoriser la participation de toutes les composantes des forces vives de la nation en Haïti ainsi que la recherche du consensus autour des questions socio-politiques et économiques. La contribution des agences, fonds et programmes du Système des Nations unies en Haïti vise, à travers des approches inclusives, à promouvoir le dialogue citoyen multi-niveaux et la cohésion sociale comme vecteurs de la stabilité et du développement. C'est ainsi que l'EPNU a soutenu et/ou réalisé plusieurs sessions de discussions avec et pour les jeunes ayant permis d'élargir les espaces de dialogue et surtout de permettre aux jeunes d'aborder des sujets concernant la vie de leurs communautés voire de la nation. Cette approche a permis, par exemple, à 1 333 jeunes du département de la Grand'Anse, dont 60 % de jeunes femmes, de contribuer à des réflexions visant la consolidation de la paix à travers le renforcement du leadership des jeunes femmes et hommes ainsi que leur participation dans la gouvernance locale.

L'Observatoire de la Jeunesse haïtienne, une plateforme nationale regroupant des associations de plusieurs départements, a bénéficié d'actions de renforcement de leur leadership politique. C'est aussi dans cette perspective de renforcement des organisations de jeunesse que l'EPNU a facilité la

signature d'un « Pacte d'engagement sur la participation politique » par 8 associations de jeunes influents en vue de jouer un rôle davantage positif au service de la cohésion sociale et du développement. Ces organisations ont entrepris des séries de rencontres avec certains acteurs politiques, de la société civile et de la communauté internationale, pour échanger sur les défis de la stabilité en Haïti. Cette implication des jeunes a également contribué à réduire le sentiment d'exclusion et d'abandon souvent perceptibles chez certains jeunes en Haïti. Parallèlement à ces actions visant la promotion de la jeunesse comme agent de paix, l'EPNU a entrepris des activités de promotion du genre.

C'est ainsi qu'un plaidoyer soutenu a été mené par l'EPNU auprès des autorités nationales et d'une trentaine de Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour favoriser l'adoption de quotas genre. Les espaces de dialogues multi-acteurs initiés pour discuter des défis auxquels la femme et de la fille font face, ont permis des échanges entre plus de 420 organisations de femmes et de jeunes, des leaders politiques, des médias ainsi que des acteurs de la justice et de la sécurité. Comme tenu de la pertinence des recommandations issues de ces dialogues civiques et citoyens, l'EPNU a soutenu plusieurs initiatives de renforcement de la participation politique des femmes et de protection contre les violences basées sur le genre. Cela a permis à 180



femmes d'être formées sur l'engagement politique. Une première cohorte de 77 leaders haïtiennes venant des 10 départements du pays, aspirant à des postes politiques et électifs, a été certifiée par l'Académie du Leadership Politique Féminin. Pour accentuer la sensibilisation des acteurs nationaux sur les violences, plusieurs journalistes ont été formés sur les violences basées sur le genre (VBG), la masculinité positive, la gestion pacifique des conflits et la participation citoyenne.

L'approche ainsi déployée par l'EPNU en faveur de la

promotion du genre et de l'engagement des jeunes pour la cohésion sociale est un gage de stabilité aussi bien au niveau local que national. Les actions ainsi entreprises par l'EPNU permettent par ailleurs d'accompagner les efforts du BINUH tout en améliorant progressivement le fonctionnement des institutions étatiques et la bonne gouvernance dans le pays. Les priorités pour 2021 devraient permettre la consolidation de ces acquis tout en permettant d'étendre l'accompagnement du Système des Nations unies à d'autres groupes, zones et thématiques non-encore couvertes.

À Jérémie, la consolidation de la paix passe par les groupes de jeunes



« Depuis 1 an et demi, je participe à un projet qui vise à réduire les violences ici, à Jérémie. C'est pour moi un grand plaisir de faire partie de ce programme qui favorise une culture de Wpaix, qui met les gens sur un pied d'égalité et qui place les jeunes au centre des décisions. »
Love Kendy Jourdan, Jeune Ambassadeur de Paix des Nations Unies en Haïti.

En 2016, suite au passage de l'ouragan Matthew, qui a dévasté la ville de Jérémie, les autorités municipales ont remarqué une augmentation des cas de violences basées sur le genre, de vols à mains armées et de conflits entre groupes rivaux. Avec les problématiques environnementales, le tissu social fragile s'est davantage effrité; les autorités locales ont alors cherché à intégrer les jeunes dans les processus démocratiques et de réduction des violences. C'est dans ce climat que les autorités locales et l'EPNU ont lancé le projet *D'Appui à la résolution des conflits et à la promotion de la cohésion*

sociale. Le projet, financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des ONU Femmes autour d'un objectif commun : renforcer l'implication des jeunes dans la résolution pacifique des conflits et favoriser leur participation active dans les affaires publiques de Jérémie.

Selon Claude Harry Milord, maire de la commune de Jérémie, « *ce projet est arrivé à un moment très particulier dans la vie des jeunes de Jérémie* » ... « *suite au passage de l'ouragan Matthew la vie était devenue extrêmement difficile et les jeunes de différents quartiers précaires commençaient à se bagarrer entre eux. Le projet a servi à recenser les nombreuses organisations de jeunes et à les engager dans des dialogues constructifs.* »

Love Kendy est l'un des 1330 jeunes ayant bénéficié directement du projet. C'est d'ailleurs lors d'une activité organisée par les groupes de jeunes en 2019 qu'il fût nommé Ambassadeur de la Paix. « *Selon moi, ce qu'on doit faire pour qu'il y ait une véritable culture de paix ici à Jérémie, c'est d'abord de réunir les jeunes. Nous devons être formés à comprendre que nos différences ne sont pas un problème. La diversité a été créée pour embellir!* »

Le passage de l'ouragan avait détruit partiellement la bibliothèque municipale, lieu de rencontre pour les jeunes de Jérémie, cité des poètes. Le 14 décembre 2020, le système des Nations Unies en Haïti clôturait le projet et en profitait pour inaugurer avec les autorités locales la bibliothèque Sténio Vincent, rénovée grâce à une portion des fonds du projet; ainsi ce lieu pourra à nouveau profiter aux milliers de jeunes du département de la Grande Anse. Pour l'occasion, une cinquantaine de jeunes se réunirent avec les délégués des agences et les autorités municipales pour participer à la cérémonie et tenir un dialogue public sur l'engagement de l'ONU en Haïti. Les jeunes jérémien et jérémiennes, forts de leur expérience d'engagement et de dialogue pour la paix, se sont retrouvés à pied d'égalité avec les représentants des agences onusiennes, face à face, pour réfléchir ensemble au futur du pays.



OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

Les institutions publiques, les autorités locales, la société civile, les organisations de jeunes et de femmes participent à des interventions et des processus de consultation qui visent à réduire la violence dans la communauté, en particulier en ce qui concerne l'activité des gangs et les délits sexuels et sexistes.



Domaine prioritaire 2.1 : Initiatives politiques et institutionnelles pour lutter contre le phénomène des gangs et Domaine prioritaire 2.2 : Sécurité des citoyens

En 2020, en quête d'un plus grand impact, l'EPNU et le BINUH ont décidé de mettre en place une stratégie intégrée des Nations unies en matière de réduction de la violence communautaire, en tenant compte des causes profondes de la violence et non plus seulement de ses manifestations. Les premières mesures ont été déjà prises pour réorienter cette stratégie et ces efforts se poursuivront en 2021.

Dans cette même optique, l'EPNU, en étroite collaboration avec le BINUH et la Commission natio-

nale de désarmement, de démantèlement et de réintégration (CNDDR), a contribué à élaborer une Stratégie Nationale de Désarmement, Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire, conjointement avec les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers. Cette stratégie a été soumise au Premier Ministre pour approbation. Elle présente des propositions concrètes pour prévenir et mieux gérer la violence communautaire et la circulation des armes légères.

Le PNUD et le BINUH ont, sous le lead du gouvernement, créé un groupe de travail pour élaborer un avant-projet de décret portant sur le contrôle des armes à feu. Ce décret permettra de définir une nouvelle politique en matière de gestion des armes incluant des mesures de sanction, de transport, de port, de fabrication, de marquage et de traçage des armes à feu. Ce groupe de travail implique plusieurs institutions nationales notamment : Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique ; Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Police Nationale d'Haïti, Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réintégration. Le secrétariat du groupe de travail est assuré par le PNUD et le BINUH avec un accompagnement technique du Centre régional des Nations unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC). Le projet inclut une étude comparée du cadre national existant en matière de maîtrise des armements. Ceci constitue une étape importante pour renforcer le cadre législatif y afférant afin de fournir aux acteurs nationaux des moyens plus efficaces pour lutter contre la violence.



Domaine prioritaire 2.3 : Génération de revenus et création d'emplois dans les communautés les plus vulnérables et les plus exposées aux gangs

Dans le cadre d'un programme appuyé par le Fonds pour la consolidation de la paix, et en étroite coordination avec le BINUH, l'EPNU a initié des consultations communautaires dans les quartiers de Martissant et de La Saline (Port-au-Prince), très marqués par les phénomènes de violence. Les avis et opi-

nions recueillis serviront à la création et au renforcement de plateformes communautaires pour la prévention et la résolution des conflits, et permettront la création d'emplois ainsi que le développement de petites et moyennes entreprises.



Crédit photo : Concern World Wide



OBJECTIF STRATÉGIQUE 3.

La police nationale, les services correctionnels, les institutions judiciaires et anti-corruption opèrent dans le cadre de cadres juridiques et de gestion améliorés, ainsi que de mécanismes de contrôle.



Domaine prioritaire 3.1 : Mécanismes de contrôle et de surveillance (*oversight and accountability*) pour les institutions de police, pénitentiaires, judiciaires et anti-corruption

L'Inspection générale de la Police nationale d'Haïti a continué de jouer un rôle important dans la réforme de l'institution policière. L'opérationnalisation de sa structure de contrôle est effective. De plus, avec le soutien de l'EPNU, et en concertation avec

la Police des Nations unies (UNPOL), l'Inspection a accru ses capacités de surveillance en renforçant les capacités de ses cadres et en ouvrant en novembre 2020 son premier bureau régional au Cap-Haïtien (département du Nord).

Domaine prioritaire 3.2 : Accès aux services de sécurité et de justice et conditions de détention acceptables, en mettant l'accent sur les femmes et les enfants vulnérables et les groupes à risque

Le renforcement du système judiciaire a mobilisé l'EPNU en 2020, à travers la mise en place du Conseil National d'Assistance Légale (CNAL), en application de la loi de 2018. En collaboration avec le BINUH, l'EPNU a plaidé auprès du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique pour la nomination et l'installation des membres du Conseil. Le CNAL supervise les bureaux d'aide juridictionnelle, permettant ainsi d'améliorer l'offre en service d'assistance juridique au bénéfice des plus vulnérables, contribuant à réduire les sentiments d'injustice sociale.

Conjointement avec le BINUH, l'EPNU a appuyé le développement et la mise en œuvre d'un plan de réponse coordonnée pour réduire le temps passé en détention préventive et améliorer les conditions de détention en fonction des vulnérabilités et de cri-

tères humanitaires. Grâce à un plaidoyer commun du système des Nations Unies, 1 040 personnes (représentant un peu moins de 10 % de la population carcérale) ont bénéficié de mesures urgentes visant à réduire le nombre de personnes en détention au début de la pandémie Covid-19.

Par ailleurs l'EPNU, en coordination avec le BINUH, a plaidé avec succès en faveur de la remise en service du comité de suivi de la chaîne pénale dans la juridiction de Port-au-Prince. Ce Comité permet aux principaux acteurs du système judiciaire de mettre en place différents mécanismes de coordination afin de désengorger les prisons grâce à l'accélération des procédures (et à leur reprise puisqu'elles étaient en suspens depuis mai 2019). Ainsi, le Comité a relancé la lutte contre la détention préventive



en tenant des audiences accélérées dans les tribunaux et les prisons de la capitale.

Une autre priorité conjointe de l'EPNU et du BINUH a été de renforcer les capacités opérationnelles de la Direction de l'Administration Pénitentiaire. Celle-ci a bénéficié d'un développement des capacités en matière de normes et de règles pour le traitement

des prisonniers, notamment des mesures relatives au genre. Un soutien opérationnel pour la préparation et la réponse à la Covid-19 en milieu carcéral a également été fourni, ainsi qu'une participation active aux mécanismes de coordination des partenaires techniques et financiers.

Domaine prioritaire 3.3 : Cadres juridiques pour les secteurs de la police, des services correctionnels, de la justice et de la lutte contre la corruption conformément aux normes internationales et aux obligations en matière de genre

Avec l'approbation du nouveau code pénal et du code de procédure pénale, les préparatifs nécessaires à leur mise en œuvre ont été une priorité pour l'EPNU en 2020. La programmation conjointe se poursuivra en 2021 en vue de l'harmonisation de la loi haïtienne avec les standards internationaux.

L'une des grandes priorités identifiées dans le CSI est la lutte contre la corruption. En ce sens, l'EPNU a entamé en 2020 y compris avec l'ONUDC un examen de la situation, qui formera la base d'une stratégie et d'une programmation conjointe des Nations unies dans ce domaine en 2021.





OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

Les institutions étatiques, en collaboration avec une institution nationale indépendante des droits humains (Office de protection du citoyen, OPC) et les organisations de la société civile, protègent, promeuvent et garantissent le respect des droits humains et des libertés fondamentales, des femmes et de l'égalité des sexes, et la redevabilité face aux violations des droits humains.



Domaine prioritaire 4.1 : Mise en œuvre des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme

L'EPNU et le BINUH ont collaboré pour faire progresser les objectifs de l'Appel à l'action du Secrétaire Général pour les droits de la personne pour soutenir et plaider en faveur des personnes qui risquent d'être laissées pour compte. En 2020, sur la base des normes internationales en matière de droits humains, et dans le but de promouvoir le respect de ces droits et de renforcer les acteurs judiciaires ainsi que les partenaires de la société civile sur les mécanismes des droits humains, l'EPNU a fourni un soutien technique et des services consultatifs aussi bien au gouvernement qu'aux organisations de la société civile.

L'EPNU a aussi fait la promotion des droits des personnes vivant avec un handicap ; elle a soutenu les défenseurs des droits humains, les organisations de la société civile et les autorités dans le but d'améliorer la situation des personnes handicapées et l'accès à leurs droits. Aussi, dans le cadre des célé-

brations organisées pour la Journée internationale des personnes handicapées, l'EPNU a soutenu une réunion de discussion, convoquée par des organisations de la société civile, afin d'évaluer l'application par l'État des recommandations émises par le Comité des droits des personnes handicapées. Les associations des personnes vivant avec handicap ont rédigé un mémorandum de plaidoyer reprenant les recommandations clés, et celui-ci fut acheminé aux instances de décision du gouvernement. Cet événement a également été l'occasion de promouvoir les droits des personnes handicapées.

Les questions migratoires furent aussi au cœur des efforts conjoints de plaidoyer de l'EPNU. En collaboration avec l'OPC, l'EPNU s'est attelé à sensibiliser le gouvernement aux questions relatives aux droits des personnes en situation de déplacement, aux droits des migrants et aux difficultés spécifiques à la zone frontalière.

Domaine prioritaire 4.2 : Promotion de la redevabilité pour les violations et violations graves des droits de l'homme

L'EPNU collabore avec de nombreux partenaires pour mettre en œuvre plusieurs mesures visant à réduire la violence contre les femmes et les filles. Près de 150 personnes des secteurs de la justice, de l'éducation – comme des enseignants et des ad-

ministrateurs de lycées et d'universités – ainsi que de la gouvernance locale ont été mobilisés et utilisés afin de lutter contre les violences à l'égard des femmes.



Sortir de la violence domestique pour retrouver l'école : une jeune haïtienne raconte



Magda, 11 ans, a perdu sa mère alors qu'elle n'avait que 2 ans. Faut de moyens économiques, son père, tantôt maçon tantôt petit commerçant, a dû la confier à une tante. Celle-ci, qui la traitait relativement bien, allait très vite la placer dans une autre famille d'accueil où elle allait subir des maltraitances.

« Ma vie est bien à présent, GHESKIO m'a aidé à sortir de chez cette personne qui me maltraitait et en ce moment ma vie est meilleure », indique Magda avec un brin de satisfaction dans la voix.

Johanne Landrin, psychologue clinicienne en charge du Programme de Support pour Ados et jeunes filles à GHESKIO, manifeste une satisfaction du fait que ce programme fasse une différence dans la vie de plusieurs jeunes filles de Port-au-Prince. « L'objectif du Programme de Support est d'aider les filles en situation de vulnérabilité à dialoguer autour des questions qui les préoccupent. »

La psychologue évoque le cas de Magda, qui a été abusée émotionnellement et physiquement pendant plusieurs années dans l'une des maisons où elle vivait en domesticité. « On a pu intervenir pour lui faire parler de ce qu'elle vivait. Finalement, son père biologique a accepté de la récupérer de chez cette dame où elle était victime ». Aujourd'hui, Magda habite chez une tante et elle se sent bien. Au sein des groupes de support, elle a pu avoir accès à un encadrement psychologique, ce qui lui a permis de surmonter les séquelles de cette expérience.

On estime à plus de 200 000, le nombre d'enfants vivant en domesticité en Haïti. Loin de bénéficier de meilleures conditions de vie (nourriture, éducation, soins de santé), promis à leurs parents biologiques, ces enfants se retrouvent souvent maltraités et victimes d'exploitation sexuelle. Sur 10 enfants qui vivent en domesticité, 7 sont des filles âgées de moins de 15 ans.

Durant les 8 années en domesticité, Magda n'a pas eu la chance d'aller à l'école. Elle est sur le point d'accomplir son rêve de scolarité car GHESKIO l'a intégré dans le circuit des bourses scolaires mises à disposition par le FNUAP en Haïti. « J'aimerais remercier les gens qui m'ont permis de recevoir cette bourse scolaire, car à présent, je vais à l'école pour la première fois ! », renchérit Magda en ajoutant qu'elle espère déjà retourner l'ascenseur à sa famille. « Aller à l'école m'aidera à sortir ma famille de la pauvreté et m'aidera à devenir médecin un jour ». En effet, le partenariat de l'Organisation des Nations unies avec GHESKIO dans le cadre de l'Initiative Spotlight consiste à mettre sur pied un certain nombre d'espaces sûrs pour les filles, et à renforcer de l'unité de violence basée sur le genre qui prend déjà en charge plusieurs centaines d'adolescentes survivantes de violences faites aux femmes et aux filles.

L'Initiative Spotlight - qui a débuté en 2020 en Haïti - vient appuyer les efforts nationaux engagés à travers le Plan national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles 2017-2027. Supervisé par le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations unies en Haïti, la mise en œuvre de ce programme financé par l'Union européenne se fait sous le leadership des autorités haïtiennes, avec l'appui du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et d'ONU Femmes.

Dans le cadre du programme de l'Initiative Spotlight, un répertoire des organisations œuvrant dans le domaine de la violence contre les femmes et les filles a été mis en place. Pour la consolidation de ce travail, l'EPNU est en train de finaliser un répertoire géo référencé qui inclura : les services numériques pour soutenir les survivantes de violence qui cherchent des ressources à proximité ; un registre des services d'assistance juridique à distance et virtuels ; une liste de foyers d'accueil sécurisés, accessibles et connectés. En collaboration avec le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes, une ligne téléphonique nationale et gratuite d'assistance pour les survivantes de violence (#8919) est maintenant opérationnelle. Elle s'ajoute à une ligne téléphonique animée par la Brigade de Protection des Mineurs de la Police Nationale. Également, l'EPNU a contribué au renforcement des capacités de 61 organisations qui travaillent dans la procédure judiciaire, le soutien psychosocial et la gestion des cas. Ainsi via ces organisations, plus de 5 740 femmes et filles survivantes de violences ont reçu une assistance médicale, psychologique, physique et/ou financière.

De plus, grâce au soutien de l'Initiative Spotlight, 516 responsables locaux des deux sexes, leaders religieux, enseignants, journalistes et travailleurs de terrain, ont été formés sur deux sujets majeurs : l'équité entre les sexes et la communication sociale face à la violence contre les femmes et les filles. Comme retombées de cette formation, on peut mentionner une plus grande diffusion des dialogues accompagnée d'une prise de conscience sociale sur les questions liées au genre, une éducation communautaire sur les meilleures pratiques dans le domaine et une attitude positive renouvelée de la masculinité. La question de la masculinité positive fut notamment au cœur de campagnes de sensibilisation menées dans 4 départements par l'EPNU. Ainsi plus de 100 000 personnes ont été touchées par les activités de communication pour le développement qui ont pour objectif d'opérer des changements sociaux et environnementaux positifs et durables



Une formation pour soutenir les professionnelles du sexe qui quittent la rue



Port-au-Prince, Haïti - « Il y a beaucoup de femmes en Haïti qui ne sont pas indépendantes », selon Novia Augustin, Présidente de Refuge des Femmes d'Haïti, une organisation non gouvernementale qui soutient les femmes les plus vulnérables du pays, « ce sont leurs maris qui leur donnent la permission de sortir, qui leur donnent de l'argent pour faire leurs courses. Ces femmes n'ont souvent pas le droit de travailler. Et quand leurs maris veulent avoir des relations sexuelles, elles ne peuvent pas refuser. »

Pour Mme Augustin, la réponse est claire: l'indépendance financière est primordiale pour que les femmes haïtiennes disposent d'une véritable autonomie sur leur vie et leur corps.

« Si les femmes disposent de leurs propres moyens financiers, elles peuvent prendre des décisions au sein de la famille. En revanche, si l'homme fournit tout, il y a des décisions auxquelles la femme ne peut pas accéder », dit-elle.

Pendant la pandémie Covid-19, Refuge des Femmes d'Haïti s'est associé à Spotlight Initiative, un programme financé par l'Union européenne qui vise l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles, pour offrir une formation professionnelle à 25 travailleuses du sexe. Les femmes ont appris à coudre des masques de protection et à fabriquer des détergents pour répondre à la demande croissante d'EPI et de produits d'hygiène pendant la pandémie. Non seulement elles ont acquis une nouvelle compétence et une autre source de revenus, mais elles ont également pu apporter un soutien à leur communauté au beau milieu d'une crise sanitaire.

« Les rues sont violentes, ce n'est pas du tout un bon endroit pour y travailler la nuit », a déclaré une femme qui a suivi la formation qui souhaitait rester anonyme. « N'importe qui peut vous attaquer à tout moment, et d'autres continuent de nous regarder comme si nous étions des criminels. Cette [formation] est une façon pour moi de quitter la rue. Refuge des Femmes m'a donné des outils de base pour que je puisse commencer à changer ma vie, et je vois que les gens me regardent différemment maintenant. Je vois que les gens commencent à me respecter. » Ressentir un sentiment de contrôle sur leur avenir est un changement mineur mais important pour de nombreuses femmes.

« Vous rencontrez des femmes qui... ont été victimes de violence et qui ont été forcées de rester avec leur mari parce qu'elles ont plusieurs enfants et n'ont pas les moyens de les élever seules. » Dit Mme Augustin. « La plupart du temps, les femmes sont assez jeunes, elles se considèrent comme n'ayant d'autres choix que de parvenir à trouver un homme ou de se prostituer ... C'est le genre de choix que les femmes vulnérables doivent faire. »

En Haïti, près d'une femme sur trois a subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. De plus, 34 % des femmes mariées ont été victimes de violences émotionnelles ou sexuelles de la part de leur partenaire.

« Les travailleuses du sexe sont des femmes qui ont souvent commencé très jeunes », dit Mme Augustin. « Par exemple, je connais une femme qui a maintenant 38 ans mais qui a commencé le commerce du sexe à 17 ans. Elle a eu des enfants, elle a eu du mal à prendre soin d'eux et elle a dû se livrer à la prostitution. Maintenant, ses enfants ont grandi mais elle continue parce qu'elle n'a jamais eu les moyens de trouver un autre métier. »

Mme Augustin dit que les programmes de formation de trois mois et le soutien qu'offre le Refuge des Femmes d'Haïti donnent à de nombreuses femmes quelque chose qu'elles n'ont jamais eu: le choix.

« Nous sommes devenus une famille », dit-elle. « Nous [au Refuge des Femmes] nous nous sommes dit qu'il ne tenait qu'à nous, femmes, de soutenir les jeunes filles et les femmes vulnérables, de leur permettre d'avoir confiance en elles et de comprendre qu'elles peuvent réussir seules et qu'elles n'ont pas toujours besoin d'avoir le soutien d'un homme. »



OBJECTIF STRATÉGIQUE 5

Les institutions publiques, les autorités locales et le secteur privé donnent accès aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables à des possibilités d'emploi décent, notamment des emplois, de l'éducation et de la formation, contribuant à réduire les doléances socioéconomiques et à lutter contre les facteurs d'instabilité et d'inégalité.



Food and Agriculture Organization
of the United Nations



Organisation
panaméricaine
de la Santé



Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques



Domaine prioritaire 5.1. Réformes économiques qui favorisent la croissance et l'équité

Les consultations menées au sein de l'EPNU ont permis de faire émerger trois priorités :

1. Promouvoir et appuyer l'élaboration d'un programme de réformes économiques et réglementaires pour la modernisation et la transformation de l'économie haïtienne en vue de favoriser une croissance plus juste, plus verte et plus inclusive ;
2. Appuyer l'institutionnalisation de la Politique nationale de protection et de promotion sociales.
3. Appuyer l'institutionnalisation de la Politique Nationale de Souveraineté et Sécurité alimentaires et de nutrition en Haïti

Les démarches des Nations unies se font sur plusieurs angles. Elles incluent un plaidoyer politique pour s'attaquer aux principaux blocages structu-

raux ; des propositions de solutions techniques et réglementaires tirées des meilleures pratiques ; et une facilitation à la mise sur pied d'une coalition pour le changement. L'EPNU favorise une coalition qui comprendrait le secteur public, le milieu associatif, le milieu universitaire, les *think tank*, les fédérations syndicales de travailleurs, les associations socio-professionnelles, les médias, le monde culturel et les philanthropes.

L'EPNU s'est engagée à adopter une approche ancrée dans la poursuite d'une synergie entre la bonne gouvernance et les objectifs de développement, liant ainsi l'économique, le social, le politique et le nexus humanitaire-développement-paix. Des consultations ont été menées pour identifier les possibilités d'optimisation de la collaboration inter-agences. Ces consultations visent à aboutir à l'élaboration de plusieurs programmes conjoints conséquents en 2021.



Après la période du *peyi lòk*, et en raison des conséquences de la Covid-19, il était plus important que jamais de contribuer à réduire les inégalités socioéconomiques et de s'attaquer aux facteurs d'instabilité. À la demande du Gouvernement et en collaboration avec

l'Union européenne, l'EPNU a réalisé une [évaluation de l'impact socioéconomique de la Covid-19](#). Le travail s'est appuyé principalement sur des enquêtes thématiques³ menées entre avril et décembre 2020 par des institutions nationales, avec le soutien de l'EPNU. Cette évaluation devrait soutenir la mise en œuvre du plan de relance du Gouvernement, notamment son engagement en faveur d'une meilleure articulation entre les objectifs économiques et sociaux. Cette évaluation devrait également contribuer à la mise en place de politiques sectorielles et de plans d'action visant une reprise plus résiliente, plus équitable et plus verte.

ESI-Covid-19 s'appuie principalement sur 6 enquêtes thématiques qui, ensemble, ont couvert :

- les 10 départements
- plus de 11 000 ménages
- près de 250 groupes de discussion réunissant des représentants du gouvernement, des responsables locaux et des représentants de la société civile

L'EPNU a cherché à promouvoir la croissance économique, l'équité et la création d'emplois décents. À cet effet, elle a encouragé la mise en place des normes internationales pertinentes du travail et a plaidé pour la validation du document « Politique et stratégie nationales de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition en Haïti ». Cette politique vise à favoriser la croissance agricole et le

développement de l'agro-industrie pour réduire la pauvreté, favoriser la création d'emplois, stimuler la croissance économique et bâtir des communautés durables. Cette politique est une condition sine qua non pour orienter la mise en œuvre d'interventions et ainsi contribuer à déverrouiller le potentiel économique et humain d'Haïti.

L'adoption de la Politique nationale de protection et de promotion sociales en juin 2020, appuyée par le plaidoyer et le soutien technique de l'EPNU, constitue une étape institutionnelle majeure dans la protection des personnes et la réduction de la pauvreté et des inégalités en Haïti. Peu sont les Haïtiennes et les Haïtiens bénéficiant d'un quelconque filet de protection

sociale. L'EPNU a maintenu son appui auprès du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) pour la conception du plan d'action national visant à mettre en œuvre cette politique. Compte tenu de l'importance de la Politique nationale de protection et de promotion sociales, inscrite comme priorité dans le cadre du Cadre Stratégique Intégré, plusieurs entités des Nations unies (notamment BIT, CEPALC, OPS/OMS, PAM, PNUD, UNICEF, FNUAP) ont entamé en 2020 des discussions pour planifier ensemble leurs interventions de manière à soutenir fortement l'institutionnalisation de cette politique nationale. La programmation conjointe dans ce domaine restera une priorité en 2021, pour favoriser un plus grand impact.

La CEPALC a contribué au chiffrage de la Politique de protection et de promotion sociales. L'exercice considère le déploiement progressif de la Politique de 2020 à 2030 à travers onze mécanismes de transferts monétaires pour faire face à différentes situations (enfance, maternité, travail de soins, vieillesse, situation de handicap, situation de choc, entre autres) selon différents groupes d'âge et zones géographiques.

L'EPNU a soutenu le MAST dans plusieurs de ses interventions. Par exemple, dans le département du Sud-Est, l'EPNU coopère avec le MAST pour renforcer les capacités dudit ministère à gérer les programmes d'assistance sociale qui seront mis sur pied, comme il est prévu dans la Politique nationale. Ailleurs, dans la Grand'Anse, une collaboration tripartite EPNU-MAST- Banque Mondiale devrait conduire à la mise au point d'un nouveau filet de protection sociale incluant la nutrition, qui sera dé-

ployé en 2021. Un des chantiers majeurs né d'une collaboration de l'EPN avec la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine de développement, a permis le renforcement des capacités du MAST grâce à l'amélioration du Système d'Information du MAST (SIMAST) ; le SIMAST utilise l'analyse systématique de la vulnérabilité pour fournir une base de données nationale utilisée par le gouvernement et les partenaires humanitaires et de développement, afin de cibler les ménages vulnérables en vue d'une assistance sociale.

³1- Better Work Haïti (Travailler mieux Haïti) En collaboration avec le Bureau des Activités des Entreprises Organisation Internationale du Travail au Costa Rica Enquête d'Impact sur les Entreprises, Haïti, mai 2020

2-UN Women (ONU Femmes), Évaluation des Effets du Covid-19 sur les Femmes Rurales Appuyées par le FADEKA dans les Départements du Sud et de la Grand'Anse, Haïti, juillet 2020

3-UN Women et CARE, Analyse Genre Rapide COVID-19, Haïti, 25 septembre 2020

4 CNSA, FAO, PAM, USAID, Évaluation Rapide de l'Impact COVID-19 sur la Sécurité Alimentaire, Moyens d'Existence et Production Agricole (SAMEPA - 2020), Haïti, 6 novembre 2020

5- IHSI, CNSA, PNUD, Impact socioéconomique de l'impact de la pandémie COVID-19 en Haïti : Résultats de l'Enquête Auprès des Ménages haïtiens, Haïti, 30 novembre 2020

6- CNSA, PNUD, Évaluation des Impacts Environnementaux du COVID-19, Haïti, Projet de Rapport, décembre 2020

Domaine prioritaire 5.2. Nouvelles opportunités d'emplois dans des secteurs clés pour Haïti (textile et agriculture)

Dans le but de compléter les avancées au niveau politique, l'EPNU a mené des interventions ciblées pour offrir des opportunités économiques aux groups les plus vulnérables qui incluent les jeunes, les femmes et les habitants des zones rurales, notamment par la diversification des sources de revenus.



La capacité et l'autonomie des femmes renforcées dans le Sud et la Grand-Anse



Par le biais du projet FADEKA « *Fanm nan agrikilti se devlopman ekonomi Ayiti* », des centaines de femmes sont accompagnées en vue de renforcer leurs activités de production et de commercialisation de leurs produits, ainsi que le niveau de productivité. Ainsi, elles augmentent leurs revenus et deviennent de plus en plus autonomes et résilientes face à l'impact du changement climatique.

Les organisations de femmes retenues dans le cadre du projet reçoivent un appui dans diverses filières agricoles telles que le maïs, l'arachide, la production de miel, le cacao, la noix de cajou, l'huile de ricin, le manioc, la pêche et la production de savon.

En 2020, plus de 1000 femmes ont bénéficié de formation notamment en gestion de pépinières et en mar-

keting, d'utilisation de divers outils comme les silos pour la protection des matières premières, ainsi que d'un appui dans l'emballage et l'étiquetage de leurs produits.

Mirlande Samedi, membre de l'Association des Femmes pour l'Evolution de la Commune de Saint-Jean du Sud (ASFE-COS), parle de l'apport du projet pour les femmes :

« Ce projet nous aide beaucoup. Je produis de l'huile de ricin. J'ai un atelier de production de savon. Nous avons obtenu des résultats grâce au projet FADEKA. Par exemple, il nous fallait un peu plus de 13 kilogrammes de ricin pour produire un gallon d'huile. Maintenant avec le moulin que nous avons reçu, nous arrivons à en produire plus avec moins. Maintenant, nous avons besoin de 9 à 11.5 kilogrammes environ pour un gallon d'huile. Notre production a augmenté. »

Membre de l'organisation *Asosyasyon Fanm Transfòmasyon Pestel*, Rebecca Desmond, de son côté, met l'accent sur l'épanouissement et le réseautage des femmes comme l'un des points forts dudit projet :

« FADEKA, à travers les formations, nous aide à nous épanouir. A travers ces séances, nous prenons conscience de notre capacité à participer au développement de notre communauté. Nous sortons de l'isolement parce que nous échangeons avec d'autres associations de femmes des zones avoisinantes. Nous partageons nos expériences et nos connaissances. »

Le projet FADEKA consiste en un appui direct à des femmes impliquées dans des filières agricoles. Il touche les communes de Port-salut, Saint-Jean du Sud, Chantal, Roche-à-Bateau et Torbeck dans le Sud et les communes de Pestel et Corail dans la Grand-Anse.

Esther Duverné témoigne des impacts du projet et plaide en faveur de l'augmentation du nombre de bénéficiaires : *« Avec la formation en marketing, les femmes bénéficiaires de ce projet arrivent à mieux présenter et écouler leurs produits, donc à gagner plus d'argent et par conséquent à développer leur autonomie. Mais la durée du projet est trop courte. Aussi, je souhaite que le projet soutienne beaucoup plus d'organisations de femmes. »*

Le projet FADEKA, étalé sur une période de trois ans (2018-2021), résulte d'un partenariat réussi entre les Nations unies à travers ONU-Femmes, le gouvernement haïtien via le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDP), le gouvernement Norvégien comme bailleur de fonds, une organisation internationale (CESVI), et des organisations communautaires de base (associations de femmes).

Consolider la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes handicapées



Marimène Altidor, 58 ans, est une femme cheffe de ménage habitant dans la localité de Grand Bassin, dans la commune de Les Irois du département de la Grand'Anse. Souffrant de goitre, elle s'efforce tout de même de faire vivre sa famille composée de son mari handicapé et de sept enfants.

« Mon goitre m'empêche d'exercer toute seule mon métier d'agricultrice, alors que je ne peux plus compter sur la force de travail de mon mari vivant avec un handicap », explique-t-elle, tout en affirmant qu'elle n'avait pas eu suffisamment d'argent pour se procurer des semences et plants pour couvrir toute la superficie agricole familiale, ces deux dernières années. Ainsi, cherchant une alternative, elle recourt à la vente d'arachides grillées et de cigarettes. Mais les recettes générées sont si dérisoires qu'elles n'arrivent plus à combler les besoins alimentaires de sa famille. Grâce à une assistance en semences de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elle affirme avoir semé ses parcelles pour maximiser ses sources de revenus.

Cinq mois plus tard, elle attend joyeusement sa première récolte au printemps, composée d'haricot noir, de patate, de maïs et de manioc. « Toute ma famille en est contente ! », se réjouit-elle. Elle affirme que les pluies abondantes de ces derniers mois sont un bienfait pour tous les végétaux.

La FAO est consciente que les conditions de vie des personnes handicapées sont difficiles, surtout en milieu rural où les services sociaux de base et les possibilités économiques sont très limitées. D'où l'utilisation par la FAO et ses partenaires d'un critère transversal de ciblage prioritaire des ménages ayant à leur charge des personnes handicapées. Les besoins spécifiques des personnes handicapées sont de plus en plus pris en compte dans les projets et programme du système des Nations unies en Haïti. Car l'une des principales préoccupations de la décennie d'action vers l'atteinte des Objectifs de développement durable consiste à **ne laisser personne derrière**.

Par ailleurs, en 2020, la FAO a fourni une assistance en réhabilitation des moyens de subsistance et en protection contre la propagation de la Covid-19 à plus de 260 000 personnes vulnérables des départements de la Grand'Anse, du Nord-Ouest, des Nippes et du Nord-est. Plus de 2 pour cent (2%) de ces personnes bénéficiaires étaient des personnes handicapées.

La sécurité alimentaire est un domaine où l'EPNU a étroitement coordonné ses activités avec les acteurs humanitaires, en promouvant l'approche nexus pour réduire la demande croissante d'aide alimentaire. Afin de combattre la montée de l'insécurité alimentaire, l'EPNU a travaillé avec les ménages en situation d'insécurité alimentaire à la restauration d'activités agricoles productives, en entreprenant diverses actions comme la distribution de petit bétail, la mise à disposition de services vétérinaires ou encore la distribution de kits d'horticulture. À travers les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, l'EPNU a également collaboré avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) pour créer, réhabiliter ou améliorer les ressources communautaires priorisées par les communautés elles-mêmes. L'EPNU a soutenu, par des actions et une aide financière, 10 600 familles rurales en situation d'insécurité alimentaire ; ce qui a permis d'améliorer la sécurité alimentaire d'environ 36 000 personnes.

Dans les zones rurales, l'EPNU a contribué à la modernisation du secteur de l'agriculture, résultant en l'accroissement de la productivité des producteurs et l'augmentation de leurs possibilités de gagner un revenu. La collaboration avec les producteurs

a conduit à la culture de racines en pépinière, la culture d'arbre fruitiers (mangue, cacao, citron, banane, etc.) et de plants forestiers. L'EPNU est également intervenue dans des domaines tels que le jalonement des parcelles à installer et la distribution de plants et semences. Ces activités ont créé des opportunités d'emplois temporaires et une source de revenus complémentaires, en particulier pour les femmes. L'amélioration de la productivité a requis des étapes préalables auxquelles l'EPNU a participé, telles que l'analyse des sols et l'octroi de subventions pour l'entretien des parcelles. L'EPNU a aussi appuyé la tenue de formations à la gestion des pépinières, à l'agroécologie, à l'agriculture intelligente face au climat et aux pratiques durables. Les connaissances acquises contribueront à assurer la durabilité de ces interventions. Dans le département du Nord-Est, les formations aux membres des écoles agricoles (*Farmer Field Schools*) ont porté sur les techniques de pisciculture (élevage en cage) et de gestion des éclosiers. Dans le département du Sud, l'EPNU a travaillé avec des organisations de femmes totalisant près de 200 membres en vue de leur permettre de reprendre des activités économiques, en leur facilitant l'achat et l'installation d'équipements de transformation des produits agricoles et en favorisant la formation dans ce domaine.

L'EPNU a contribué à l'amélioration d'infrastructures profitant au secteur agricole, ce qui a par ailleurs contribué à la création d'emplois dans les zones rurales. Ainsi, en créant 20 journées de travail au bénéfice d'une forte main-d'œuvre de 2000 travailleurs dont 42 % de femmes, l'EPNU a réhabilité 40 km de routes rurales dans les départements du Centre et de l'Artibonite. En plus de l'emploi, ces interventions ont offert des opportunités de formation. Les femmes et les jeunes ont pu acquérir des connaissances qu'ils pourront désormais utiliser dans de futurs emplois. En outre, la préparation du plan de mobilité locale pour le département des Nippes ouvre la voie à des investissements routiers pour l'accès au marché et la productivité agricole.

Témoignage : La réhabilitation des routes à Torbeck et à Saint-Jean du Sud, département du Sud

Grâce à la réhabilitation des routes à Torbeck et à Saint-Jean du Sud, les communautés ont pu accéder beaucoup plus facilement aux marchés et aux services sociaux.



Je vends du riz, des bananes et des ignames aux marchés de Ducis et de Chantal », a déclaré une femme dont la communauté a bénéficié des projets d'assistance alimentaire pour la création d'actifs du PAM, visant à améliorer les actifs ruraux en vue du renforcement de la résilience.

Avant le projet de la réhabilitation des routes, je portais tout sur la tête. Maintenant, je peux prendre une moto-taxi et me rendre au marché en 30 minutes au lieu des cinq heures que cela me prenait avant.



Les projets de résilience du PAM impliquent les participants à des travaux de production ou de restauration pour lesquels ils reçoivent un paiement mensuel, ce qui améliore leur sécurité alimentaire immédiate.

Domaine prioritaire 5.3. Mesures de soutien ciblées pour les jeunes les plus à risque

L'EPNU soutient la formation professionnelle afin d'augmenter les possibilités de revenus et d'emplois, en particulier pour les groupes les plus vulnérables. Dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, des formateurs ont suivi un cursus en développement et en gestion d'entreprise. Un soutien a également été apporté à la création et au développement des micros, petites et moyennes entreprises. Dans l'Ouest, le Sud et la Grand'Anse, en 2020, l'EPNU a continué de favoriser l'accès des jeunes à la forma-

tion professionnelle. Ainsi, une nouvelle cohorte de plus de 1790 étudiants a intégré un cursus de formation professionnelle alors que plus de 2470 qui eux, avaient débuté leur formation antérieurement, ont réussi à terminer leur formation. Certains ont même déjà reçu leur diplôme dans différents domaines comme l'agriculture, le carrelage, la couture, la mécanique, la pâtisserie, la plomberie, la transformation de déchets en objets d'art ou la transformation du Moringa.



Son diplôme de technicienne agricole en main, la jeune Rivaldine regarde le futur avec espoir !



Rivaldine Bélizaire, orpheline de père dès son plus jeune âge, n'a pas eu une enfance facile. Elle a dû faire face à des difficultés économiques énormes pour aller à l'école. Très tôt, elle a été contrainte de mener des activités lucratives pour faire face à ses besoins essentiels.

Originaire de la localité dénommée Nan-Bourik, 1^{ère} section communale de la ville de Torbeck (Sud d'Haïti), Rivaldine est une jeune fille dynamique qui comprend l'importance des programmes de développement personnel. Passionnée de sujets comme l'environnement et la biodiversité, elle accorde une grande place à sa formation et devient à 21 ans une jeune entrepreneure. Ainsi, lorsqu'elle a pris connaissance du Projet de formation professionnelle pour le développement rural (FO-PRODER) mise en œuvre par l'Organisation internationale du Travail (OIT), elle s'est inscrite pour suivre le cursus en technique agricole en vue d'obtenir un diplôme en agro-transformation.

Elle témoigne du changement apporté par cette formation dans sa vie : « *Le projet FOPRODER a apporté une grande valeur ajoutée à ma vie, et mes conditions de vie commencent à ressentir de grands changements. De plus, les membres de ma famille et certains collègues proches commencent à*

apprécier les premiers fruits depuis plus de 12 mois. »

Après l'obtention de son diplôme au FOPRODER, Rivaldine a décidé de réinvestir 4 000 gourdes (~ 33 USD), provenant de la récolte des parcelles de l'exploitation familiale dans des activités de transformation. Elle transforme ainsi des cacahuètes en beurre d'arachide (Mamba) et s'adonne à la production de crémasse. Depuis, son activité grandit lentement et devient, de fait, une petite entreprise familiale, malgré les problèmes de financement auxquels elle fait face. Elle a acquis un leadership qu'elle n'avait pas auparavant. Désormais, elle est une femme libre et émancipée, qui dépasse les clivages et les mythes sur le rôle de la femme dans sa communauté. Elle a maintenant de plus grands espoirs et de plus grands rêves à réaliser.

(KREMAS, en créole : sorte de boisson alcoolisée douce et crémeuse originaire d'Haïti - avec une délicieuse saveur de rhum et de noix de coco, régulièrement servie lors d'événements spéciaux).

LE SOUTIEN DE L'EPNU À LA RÉPONSE SANITAIRE IMMÉDIATE ET LA RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE,

Sous le leadership du Coordonnateur Résident/Humanitaire, l'EPNU (FNUAP, OCHA, OPS/OMS, PAM, PNUD, UNICEF, UNOPS) a travaillé de manière très coordonnée en réponse aux différentes dimensions de la crise covid-19, à savoir les dimensions sanitaire (sous le leadership de OPS/OMS), humanitaire (coordonnée par OCHA) et socio-économique (sous le leadership technique du PNUD). En ce qui concerne la réponse sanitaire, mise en œuvre en appui aux efforts du Ministère de la Santé Publique et de la Population et de la Commission multisectorielle de gestion de la pandémie de Covid-19, les résultats suivants ont été enregistrés :

Soutien aux institutions

- L'EPNU a contribué à l'équipement et à la mise en service des deux centres de traitement des patients de la Covid-19 à Port-au-Prince. Il a apporté son soutien au Ministère de la santé publique et de la Population pour l'entretien de trois hôpitaux centraux de soins primaires à Port au Prince.
- Un soutien a été apporté pour le stockage d'équipements médicaux et d'autres matériels ainsi que pour le transport des équipements de protection individuelle (EPI) à entreposer.
- L'EPNU a soutenu la prise des échantillons des cas suspects de Covid-19 et assurer le transport des échantillons au laboratoire national, à travers un mécanisme utilisant 18 infirmières labo moto qui d'habitude s'occupent du prélèvement des cas suspects de choléra. Entre mars et décembre 2020, ces infirmières ont participé à l'analyse de 11 457 échantillons.
- L'EPNU a contribué au renforcement des capacités de surveillance par la mise en œuvre d'un protocole pertinent et à la création de centres d'appel. Dans les 10 départements des équipes d'analyse de données, d'enquête et de recherches furent déployées ; ainsi 49 équipes d'enquête et 310 équipes de recherche de contacts furent rendues disponibles dans tout le pays, permettant de répondre à toutes les alertes aussi rapidement et efficacement que possible.
- L'EPNU a facilité la conception de la stratégie de l'oxygénothérapie de la réponse nationale.
- L'EPNU a soutenu le développement d'une stratégie de protection pour les patients du Covid-19 et des groupes vulnérables, parmi lesquels les prisonniers et les migrants.



- L'EPNU a aidé le Ministère de la santé publique et de la population à contrôler les arrivées à l'aéroport de Port-au-Prince et au Cap-Haïtien.
- La Matrice de suivi des déplacements de l'EPNU a été adaptée et mise en œuvre dans 50 postes frontières entre Haïti et la République Dominicaine afin de soutenir la prévention de la contamination à la Covid-19 et l'intervention le cas échéant. Ainsi, un protocole de détection, d'orientation, de soutien et de suivi des migrants porteurs potentiels de Covid-19 était pleinement opérationnel aux points de pas-

sage frontaliers de Ouanaminthe, Belladere et Malpasse. A travers le support de l'EPNU, le Ministère de la santé publique et de la population pour la mise en place des centres de quarantaine aux frontières avec la République dominicaine pour l'observation et l'investigation des cas suspects, la collecte d'échantillons et l'orientation des patients après une confirmation positive, si nécessaire.

Formation et renforcement technique de capacités

MÈN KOUMAN NOU KA PWOTEJE TÈT NOU KONT KOWONAVIRIS

Toujou lave men nou ak dlo pwòp ak savon (Always wash our hands with clean water and soap)

Touse nan koud bra nou oswa touse nan yon mouchwa Nou ka jete aprè (Cough into our elbow or cough into a tissue we can throw away after)

Nap bay tout moun 2 pa distans (We keep a 2-meter distance from everyone)

Lè n ap salye lòt Pa bay lanmen Pa bo (When we greet others, we do not shake hands, we do not hug)

Evite manyen je nou, bouch nou, oswa nen nou san men nou pa lave (Avoid touching our eyes, mouth, or nose without washing our hands)

Logos: IOM, UN Migration, Save the Children, ACTED, INSP, OPS, UNICEF

• Des personnels soignants nationaux (100) ont été formés à la prise d'échantillons sur les lieux de collecte de l'échantillon.

• Au total, 1 830 membres du personnel des établissements de santé et des services d'ambulance ont été formés à l'utilisation appropriée de l'EPI (à la fois le personnel des établissements de santé de gestion des cas de COVID-19 mais aussi ceux ayant des capacités de triage et d'isolement).

• 525 personnels soignants ont reçu une formation en oxygénothérapie.

• Le personnel de 21 établissements de santé (publics et privés) a été formé à la bonne installation d'une chambre d'isolement.

• Au total, 279 établissements de santé non désignés pour la gestion des cas de COVID-19 ont bénéficié d'un soutien technique pour la mise en place de mesures de détection précoce ; ainsi, 180 de ces établissements ont mis en place un espace de triage et 113 un espace d'isolement.

• L'EPNU a partagé les meilleures pratiques internationales en matière de gestion des prisons pendant la Covid-19.

Fourniture d'équipements et matériel

- L'EPNU a livré plus de 700 concentrateurs d'oxygène.
- Les capacités des laboratoires au niveau central et régional ont été renforcées grâce à la dotation d'enzymes, d'amorces du contrôle interne, de tubes PCR et de kits d'extraction pour permettre le dépistage et la détection précoce des cas de COVID-19.
- L'EPNU a distribué 978 010 EPI prioritairement aux établissements de santé, aux équipes d'intervention des départements, au personnel ambulancier, et ceci pour l'intervention rapide dans le cadre de la COVID-19. Des équipements de protection ont été distribués également aux agents de la protection civile et à ceux du contrôle frontalier haïtien-dominicain.

- L'EPNU a distribué des kits de détection précoce à 123 établissements de santé ayant des capacités de triage et d'isolement (y compris des thermomètres infrarouges et des oxy-mètres).
- Conformément au plan d'urgence élaboré par la Direction de l'Administration Pénitentiaire

avec le soutien de l'EPNU, des kits individuels et collectifs ont été fournis dans les prisons pour femmes afin de réduire les risques de propagation de la Covid-19.

- L'EPNU a contribué à l'installation de 1 000 stations de lavage des mains à Port-au-Prince.

Communications et sensibilisation

- En collaboration avec le Ministère de la santé publique et de la population, des missions sur le terrain ont été déployées pour former 3 013 agents de santé communautaire dans 7 départements sur 10, notamment au sein de communautés difficiles à atteindre, en matière de communication des risques, de mesures préventives, de recherche des contacts et de continuité des services de santé essentiels.
- Près de 2 000 volontaires se sont engagés dans la sensibilisation de la population en faisant du porte-à-porte, au son des camions dans les lieux publics (marchés, places publiques, stations de bus et de motos). Ils ont diffusé des messages sur les gestes barrières.
- Dans les parcs industriels de SONAPI, CARACOL et CODEVI, l'EPNU a formé 50 membres du personnel médical sur la prévention du Covid-19 sur le lieu de travail, sur la mise en place d'un système de référence pour les cas suspects, et sur la santé et la sécurité au travail.
- Dans le secteur du textile, l'EPNU a collaboré avec les travailleurs, les employeurs et les partenaires gouvernementaux, ainsi qu'avec des inspecteurs du Ministère des affaires sociales et du travail, pour organiser des campagnes d'information sur la Covid-19 et sur les normes du travail, les droits des travailleurs pendant les pandémies et la promotion du dialogue social.
- Environ 9 406 travailleurs ont participé à des sessions de sensibilisation sur la prévention contre le VIH et la Covid-19.
- 70 897 personnes ont été atteintes par les messages de promotion de la protection de l'enfance, tout en mettant l'accent sur les moyens d'accès aux services de protection et de prévention de la COVID-19.
- 200 professionnelles du sexe et 100 LGBTI ont été sensibilisés à la prévention du VIH et de la Covid-19.



Soutien aux personnes touchées

- Environ 870 000 personnes vulnérables touchées par la crise de la Covid-19 ont bénéficié de transferts en espèces et des distributions de rations alimentaires.
- Suite à une petite enquête sur l'impact économique de la Covid-19 sur les microentreprises, une subvention unique en espèces (153 dollars) a été accordée à 458 entreprises bénéficiaires.
- L'EPNU a facilité la désinfection des marchés.
- Des femmes à faible revenu ont été formées à la production de savons et de masques, ce qui leur a permis d'acquérir des moyens de subsistance.
- Une équipe a été déployée pour apporter un soutien psychosocial au personnel médical à la frontière et aux migrants vulnérables y compris à 95 enfants migrants non accompagnés.





OBJECTIF STRATÉGIQUE 6

Les institutions publiques sont renforcées pour mettre en œuvre efficacement des politiques et des programmes qui garantissent la fourniture de services de base de qualité dans les communautés les plus mal desservies et accroissent leur résilience face aux menaces liées au climat, notamment à travers la gestion des catastrophes et l'atténuation des risques.



Food and Agriculture Organization
of the United Nations



Garantir les droits et les choix pour tous



ONU MIGRATION



ONU FEMMES
HAÏTI



UNAIDS



PN
UD



Organisation
panaméricaine
de la Santé



Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
AMÉRIQUES



Programme
Alimentaire
Mondial



programme pour
l'environnement



UNESCO



pour chaque enfant



UNOPS



Domaine prioritaire 6.1. Capacités nationales à fournir des services de base aux populations les plus vulnérables conformément aux politiques nationales

Dans le domaine des services sociaux, l'EPNU s'est concentrée sur le renforcement des capacités des institutions nationales en vue d'augmenter l'accès équitable à des services de qualité ainsi que leur utilisation. Une des priorités pour 2021 sera le sou-

tien aux institutions nationales pour assurer l'accès à des services sociaux de base de qualité, efficaces, efficients et équitables, en mettant l'accent sur la santé et l'éducation, et la bonne gestion des investissements publics.

Éducation

Au niveau de l'éducation, l'EPNU a soutenu la formulation et l'approbation du Plan décennal d'éducation et de formation, dont les objectifs sont : de permettre à tous les enfants en dehors du système éducatif d'avoir accès à l'école, d'améliorer la qualité de l'apprentissage à tous les niveaux et d'augmenter l'efficacité interne et externe du système éducatif haïtien. Parallèlement, l'EPNU continue à

promouvoir l'inclusion scolaire afin de garantir un meilleur accès au système éducatif pour les enfants handicapés.

À la suite des perturbations scolaires qui ont touché 4 millions d'enfants et qui ont duré plusieurs mois, dû aux périodes de *peyi lòk* puis aux mesures liées à



la Covid-19, l'EPNU a soutenu le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) pour la réouverture des écoles. Un effort concerté a été fait pour atteindre les élèves les plus à risque d'abandonner l'école afin de les réintégrer dans l'éducation formelle ou informelle. Une campagne de communication a été lancée pour encourager tous les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Les familles les plus vulnérables ont reçu des transferts d'espèces sous conditions de maintien scolaire, dans le but d'éviter des abandons scolaires massifs. Puisque la réouverture des écoles supposait que celles-ci se conformaient aux protocoles sanitaires de prévention de la Covid-19, l'EPNU a permis à plus de 1 600 écoles d'améliorer l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène.

L'EPNU a aussi contribué à l'accès à une éducation de qualité grâce à certaines initiatives ciblées. Une des actions fut la distribution de manuels scolaires aux élèves de 800 écoles pour l'année scolaire 2020/2021. Par ailleurs, l'EPNU a participé à la collecte de données, au suivi et à l'évaluation de la qualité de l'enseignement dans plus de 500 écoles situées dans les 10 départements, en vue de permettre le renforcement du système d'assurance qualité pour l'éducation en Haïti. En outre, en août 2020, l'EPNU a relancé son soutien au programme national d'alimentation scolaire qui fournit chaque jour un repas chaud et nutritif aux écoliers afin de favoriser leur retour en classe et d'encourager la fréquentation scolaire. Cette dernière initiative a contribué aux efforts du Gouvernement pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'alimentation scolaire et de ses objectifs de développement rural.

Témoignage: Laurore



Je veux que mes enfants aillent à l'école tous les jours pour qu'ils aient une chance d'apprendre et aient un meilleur avenir, » déclare Rose Myrta, la mère de Laurore. « Je veux aussi qu'ils mangent suffisamment, car à la maison je ne peux pas toujours subvenir à leurs besoins. »



Laurore veut apprendre à bien lire et écrire, dit-elle. « J'aimerais devenir infirmière, pour aider les malades et les enfants. » Comme pour Laurore, le repas chaud fourni par le PAM à l'école est parfois le seul repas de la journée pour de nombreux enfants.

- 300 000 enfants ont mangé un repas chaud au quotidien
- 50 000 d'entre eux ont reçu un repas cuisiné exclusivement avec des produits locaux
- 93 000 familles d'écoliers restés à la maison en raison de la pandémie de Covid-19 ont été soutenues par les Nations unies (PAM) grâce à la distribution de rations alimentaires



Santé

Travaillant en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), l'EPNU vise à favoriser une plus grande couverture et accessibilité des soins de santé aux populations vulnérables du pays.

Afin de faciliter la gestion de la malnutrition aiguë, l'EPNU a pré-positionné des produits nutritionnels et des médicaments dans tous les départements du pays. De plus, l'EPNU a appuyé le MSPP dans l'élaboration du Plan Global contre l'Émaciation Infantile conformément au Plan d'Action mondial contre la Malnutrition infantile. Haïti a été le premier pays dans le monde à soumettre son plan complet. En vue d'éviter toute interruption des services sanitaires de base, l'EPNU a distribué des trousseaux médicaux et des équipements d'urgence à 15 des principaux hôpitaux publics du pays. Afin de maintenir des soins de qualité pour les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants, l'EPNU a contribué à améliorer la couverture et l'accès aux services de santé destinés aux femmes, aux jeunes et aux enfants. Les prestataires de santé maternelle et infantile de 10 établissements publics de soins obstétricaux et néonataux d'urgence ont bénéficié d'une formation sur la prise en charge des urgences obstétricales et d'appui spécifique pour leur permettre de fournir des services de santé maternelle, néonatale et infantile de qualité. Cet appui a été élargi aux services de santé primaire de premier niveau au travers de cliniques mobiles avec l'appui des Agents de Santé communautaires et des Équipes de

Santé Famille. Depuis la mise en œuvre de ce renforcement des institutions de santé publique, plus de 21 500 accouchements à travers 40 centres de soins obstétricaux et néonataux d'urgence ont été enregistrés.

L'accent a également été mis sur le renforcement des activités communautaire, particulièrement la prise en charge intégrée des maladies infantiles, en vue de contribuer à la réduction de la mortalité pour ce groupe d'âge. L'EPNU a appuyé le MSPP dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Stratégique de Santé Communautaire 2020-2030 et dans la réalisation des activités visant à renforcer la vaccination systématique. L'EPNU fournit régulièrement des vaccins et des intrants aux entités pertinentes dans les départements/institutions, avec une solarisation de la chaîne de froid à 92% de la cible nationale. A noter également le renforcement par l'EPNU de la prise en compte de la dimension environnementale dans le milieu des soins.

Également, en vue d'améliorer la prise en charge médicale des victimes de violences sexuelles, les prestataires de soins dans les 10 hôpitaux départementaux de référence se sont vu fournir des outils de récolte de données et des protocoles de prise en charge des victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) pour assurer un meilleur accompagnement des victimes.

*L'appui du l'EPNU en relation à la pandémie de la Covid-19 est détaillé en page 35.

Témoignage: Le lancement de 8227, la ligne d'informations gratuites sur la santé maternelle en Haïti.

Grâce au lancement de la ligne nationale gratuite d'information, les femmes enceintes accèdent à des informations de qualité sur leurs grossesses et la santé de leurs nouveaux-nés depuis la pandémie Covid-19. «Suite aux conseils reçus en appelant sur la ligne, j'ai décidé d'accoucher avec l'aide d'un professionnel à l'hôpital Sainte Thérèse de Miragoâne» a déclaré une nouvelle maman qui a bénéficié du conseil professionnel d'une sage-femme. Cette ligne gratuite d'information sur la santé maternelle et la santé sexuelle et reproductive a permis de réduire l'augmentation des cas de mortalité maternelle liés indirectement à la pandémie. «Même après l'accouchement, je peux avoir accès à des informations claires au sujet de l'allaitement et des bonnes habitudes à avoir par rapport à mon bébé».

La plateforme téléphonique « Alo SajFanm » vient en appui au système de santé et aux communautés, en collaborant étroitement avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes et les associations de femmes.

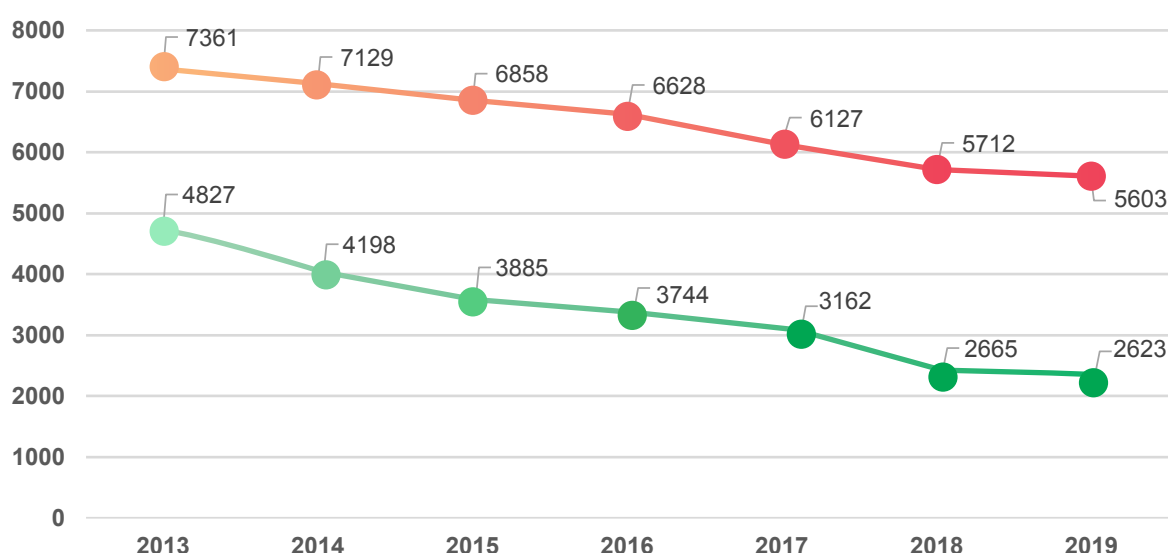


VIH

Un observatoire de suivi du VIH a été lancé en Haïti en 2020, avec le soutien de l'EPNU. Il s'agit d'un mécanisme de responsabilité pour la lutte contre le VIH. Cet observatoire est géré et maintenu par des organisations communautaires locales de personnes vivant avec le VIH. Il intègre les interventions communautaires dans les systèmes de santé locaux et nationaux ainsi que le développement d'une plateforme de données de qualité pour garantir la

collecte et l'analyse de renseignements courants. Éventuellement, les organisations communautaires atteindront l'autonomisation dans la collecte, la compilation, l'analyse et l'utilisation de ces données. L'EPNU continue également à fournir un soutien continu au Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) pour renforcer le dépistage et la prise en charge du VIH chez les adolescents.

Graphique x : Evolution des nouvelles infections et des nouveaux décès de 2013 à 2019



● Nouvelles infections de 2013 à 2019

● Nouveaux décès de 2013 à 2019



Domaine prioritaire 6.2. Réduction des risques de catastrophe au niveau national

Des progrès notables ont été réalisés au niveau de la politique et de la planification en matière de réduction des risques de catastrophe. Le Plan national de gestion des risques et des désastres 2019-2030, dont le développement avait bénéficié du soutien technique de l'EPNU, a été approuvé en juin 2020. Par suite de cette approbation, le statut de la Direction de la Protection Civile a été revu pour devenir une Direction générale autonome disposant de son propre budget, sous l'égide du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales. C'est une étape importante vers le renforcement de l'institution, qui continue à s'engager avec l'EPNU dans le développement de capacités.

La réduction des risques de catastrophe est un domaine où l'EPNU a étroitement coordonné ses activités avec d'autres acteurs humanitaires, en s'orientant plus fortement vers une approche nexus, en vue de réduire les risques et de prévenir les catastrophes. La mise en place de modèles efficaces de résilience multidimensionnelle aux risques de catastrophes naturelles est une priorité pour l'EPNU qui concentrera ses efforts en 2021 pour progresser dans ce domaine.

Avec le soutien de l'EPNU, 27 plans d'urgence communautaires multirisques ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration, dans la Grand'Anse, le Nord-Ouest, le Sud et le Haut Artibonite. Dans ces mêmes zones, des cartes départementales multirisques (sismique, sécheresse, inondation/cyclone, mouvement du sol et tsunami) sont en cours de finalisation et de validation.

Une approche multidimensionnelle au paysage résilient a été lancée dans le département du Sud, avec le soutien de l'EPNU. Ce modèle pilote bénéficiera d'un renforcement de capacités en matière de gestion de l'information environnementale. Une avancée notoire fut le lancement officiel de la version en ligne du Système National d'Information Environnementale. Celui-ci facilitera l'accès à une information environnementale fiable en Haïti pour guider, sur des bases objectives, les stratégies nationales et la prise de décisions pour le développement durable d'Haïti.



Concilier restauration des écosystèmes naturels et utilisation des ressources



Jules Vanor LUCCIN est pêcheur depuis de nombreuses années à Saint-Jean-du-Sud. Il gère la petite coopérative de pêcheurs de Pointe Abacou. Les difficultés économiques pour la population de la zone se sont largement accentuées depuis qu'en 2016 l'Ouragan Matthew a ravagé la côte, les habitations et des écosystèmes vitaux comme les mangroves. Malgré cela, Jules Vanor arrive à s'en tirer et persévère pour appuyer sa communauté. « Nous nous organisons entre pêcheurs pour partager le matériel, les équipements et sortons 3 à 4 fois par semaine », explique-t-il devant le local de la coopérative.

Depuis 2016, il reçoit un appui du Ministère de l'Environnement, de l'organisation Pêche Artisanale et Développement Intégré (PADI) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), en vue de l'acquisition et de la transmission des pratiques visant à utiliser durablement les ressources locales. Dans la commune, sur 19,5 hectares de mangroves fortement dégradées, 7,5 ont été réhabilités dans ce cadre et Jules Vanor a pris part aux activités de reforestation. A travers les différentes activités avec les communautés, 90 hectares de cette Aire Protégée font l'objet d'une gestion raisonnée par les habitants de la commune. Jules Vanor en perçoit les bénéfices directs non seulement pour le milieu naturel, mais aussi pour son activité : « Depuis le démarrage des activités, nous avons observé que les gens arrêtaient de couper les palétuviers pour faire du charbon. Les mangroves sont des espaces critiques pour la reproduction de nombreuses espèces. Nous voyons notre mangrove grandir et accueillir de plus en plus de spécimens d'animaux. » A l'heure de la pesée après la sortie du jour, il présente une impressionnante quantité de langoustes, l'équivalent de 60 kilogrammes : « nous prenons les langoustes de différentes manières, à la main, à la nasse. Dans les mangroves nous en attrapons beaucoup plus qu'avant, mais nous relâchons toujours les petits. Ensuite, la coopérative nous permet d'envoyer nos produits aux Cayes et à Port-au-Prince, où nous avons des marchés déjà assurés. »

A travers trois projets complémentaires financés par le Royaume de Norvège, l'Agence Française de Développement et le Fonds pour l'Environnement Mondial, le PNUE soutient la mise en œuvre de solutions basées sur la nature, avec des contributions directes et combinées aux Objectifs de Développement Durable comme la lutte contre les changements climatiques, la protection et l'utilisation durable des ressources marines et terrestres. Ces projets démontrent aussi aux communautés rurales que l'environnement n'est pas uniquement synonyme de catastrophes, mais présente aussi des opportunités uniques pour améliorer à la fois leur résilience face aux chocs et aux crises, répondre à leurs besoins de base et soutenir leurs activités économiques.

Dans les départements de l'Ouest et du Sud, des projets de résilience ont été menés, tels que la gestion des bassins versants et la modernisation des bassins salins, afin de renforcer les capacités des communautés à résister et à se remettre des chocs. D'autres activités ont porté sur la production, l'entretien et l'introduction des semis de palétuvier. De plus, la sensibilisation à l'écosystème des palétuviers a été menée auprès des communautés, en mettant l'accent sur la participation des femmes, afin que les habitants de ces zones comprennent l'importance des palétuviers dans la régulation des

processus naturels et le maintien de la diversité biologique, ainsi que leur rôle dans la protection des populations et des habitats en cas de tempête.

L'EPNU a appuyé la production du film « [Ainsi Parla la Mer](#) », du réalisateur Arnold Antonin, qui a permis de sensibiliser et de générer des discussions sur les questions environnementales dans le pays. Lancé par une vaste campagne médiatique, le film a été l'occasion d'organiser des débats sur les questions environnementales à la télévision et à la radio.

AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE ONU PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT

LE CENTRE PÉTION-BOLIVAR

PRÉSENTE

Men sa lanmè di
Ainsi parla la mer...

UN FILM D'ARNOLD ANTONIN

AVEC :
GESSICA GÉNÉUS
DANS LE RÔLE DE LA MER
MUSIQUE ORIGINALE : BIC
TEXTE : GARY VICTOR.

Sélection officielle
Festival Cinécolo Haïti
2020

Sélection officielle
Festival Merisier
Jeannis Haïti
2020

Sélection officielle
Festival Nouvelles
Vues Haïti
2020

Official Selection
African Diaspora
International Film
Festival ADIFF
2020

VUES D'AFRIQUE
Sélection Officielle 2021

2020
Premio - Mediometrage
16° FESTIVAL INTERNACIONAL DE CINE
DE LOS DERECHOS HUMANOS
BOLIVIA

Sélection Officielle
Ecrans Parallèles
FIFAC
2020
SAINT-LAURENT DU MARONI - GUYANE

official
selection
trinidad + tobago
film festival
2020

Cinémartinique
Festival
Sélection officielle
Compétition
documentaires
2020

« Magnifique et poétique ! »
Yann Arthus-Bertrand




3. EXEMPLES DE SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET AU FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

La Réforme du système des Nations unies met l'accent sur le besoin de créer des partenariats innovants afin de financer l'Agenda 2030. L'ONU en Haïti s'est donc attachée à créer des espaces de discussion sur la question du financement du développement en Haïti, tout en ayant créé de nouveaux partenariats afin de répondre à la pandémie de Covid-19.

AGENDA 2030

La première [Semaine des objectifs de développement durable](#), tenue en décembre 2020, a permis aux Nations unies en Haïti d'appuyer le Gouvernement dans la mise en place d'un dialogue national, portant sur les ODD priorités par celui-ci. Ayant pour thème l'ODD 17, qui met l'accent sur les partenariats et les moyens de mise en œuvre, cette première édition a précisément vu le jour grâce aux partenariats mis en place avec les organisations et associations du secteur privé et de la société civile, en plus du Gouvernement. La présence de représentants des différents segments de la société

haïtienne a permis la tenue de discussions franches et ouvertes. Celles-ci ont notamment abordé la question de l'efficacité et de l'impact du développement, l'état de l'aide au développement en Haïti et son impact sur le bien-être de la population, les goulots d'étranglement engendrés par la mauvaise gouvernance et les insuffisances des moyens des pouvoirs publics. Dans son discours de clôture, le Premier ministre, Son Excellence Monsieur Joseph Joute, a publiquement déclaré son engagement pour un alignement des actions gouvernementales sur l'Agenda 2030.

CONSULTATION NATIONALE

En 2020, l'EPNU a lancé le projet *Haïti en crise : Consultation nationale sur les réformes prioritaires et les solutions de financement en vue d'accélérer la réalisation des ODD* (financé par le Fonds commun pour les ODD). En s'appuyant sur ce projet conjoint, l'EPNU entend apporter son soutien au Gouvernement

pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale de financement des Objectifs de Développement Durable par l'intermédiaire d'un cadre de financement national intégré. Bon nombre des activités préparatoires à ce projet ont pu être réalisées en dépit de la pandémie de la Covid-19.

PARTENARIATS

Dans le contexte difficile de l'année 2020, l'EPNU a mis en œuvre des partenariats innovants avec la société civile, le monde culturel et les opérateurs de téléphonie mobile. A titre d'illustration, dans le cadre d'un partenariat avec le quotidien *Le Nouvelliste*, l'EPNU a soutenu la distribution d'un magazine jeunesse à plus de 25 000 enfants âgés de 5 à 15 ans, privés de tout accès aux opportunités d'apprentissage formel et non formel. Ce magazine a permis à ces enfants de continuer à lire et à apprendre de manière informelle, en attendant la réouverture des écoles, contribuant ainsi aux

progrès vers l'Objectif du Développement Durable 4 (« éducation de qualité »). Aussi, en cette année de démarrage de l'Initiative Spotlight en Haïti, plus de 40 accords de partenariats ont été signés avec des organisations de la société civile, permettant de toucher directement plus de 82 000 Haïtiennes et Haïtiens à travers des formations, des campagnes de sensibilisation et des services de soutien aux survivantes de violences.

INITIATIVES MONDIALES

Haïti a bénéficié d'initiatives mises en œuvre par les organismes des Nations unies au niveau global. À titre d'exemple, l'EPNU (FAO) a facilité l'adoption de l'Initiative « Main dans la main » qui vise, entre autres, à réduire la pauvreté extrême, à éliminer la faim, à accroître la productivité agricole et la croissance économique mondiale, et à améliorer le niveau de vie des populations rurales. Bien que l'initiative vise en priorité l'atteinte des Objectifs de Développement Durable 1 et 2, elle participe également à la réalisation de nombreux autres objectifs. Elle repose aussi sur la solidarité entre les agriculteurs familiaux, puisque la solidarité est une valeur ancrée dans la culture du peuple haïtien. La mise en œuvre de cette approche en Haïti permettra d'adopter une approche intégrant innovations, financements, investissements et réforme institutionnelle. C'est une initiative innovante par les moyens technologiques qu'elle promeut, notamment la modé-

lisation géo spatiale, afin de mettre en œuvre des actions adaptées aux besoins et contextes des communautés rurales vulnérables et le renforcement de la résilience face aux effets climatiques.

La plateforme U-Report (UNICEF) gagne également en popularité, en influence et en nombre de membres en Haïti. En 2020, ce sont plus de 12 500 jeunes Haïtiennes et jeunes Haïtiens qui ont répondu aux sondages d'opinion, partageant ainsi leurs inquiétudes, leurs visions et leurs rêves pour l'Haïti de demain.

D'autres programmes Mondiaux auxquels participent Haïti : « Mon corps, ma vie, mon monde » (UNFPA), « Génération Égalité » (ONU Femmes) et « Génération Sans Limites » (UNICEF), Initiative Spotlight (multi-agences, financée par l'UE).



4. RÉSULTATS DE L'EPNU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

2020 a été une année de transition stratégique pour l'ONU en Haïti. Comment se réinventer pour soutenir au mieux la réalisation des Objectifs de développement durable en Haïti ? C'est en agissant

ensemble dans divers domaines comme la planification stratégique, la communication ou encore la gestion des opérations que l'Equipe pays a accéléré sa stratégie de recherche d'impact.



UNIS DANS L'ACTION : LA PLANIFICATION ET LA PROGRAMMATION

La réforme du système de développement des Nations Unies, combinée à la transition en Haïti⁴, et à la mise en place du Bureau Intégré des Nations unies en Haïti, a offert à l'EPNU des possibilités appréciables de tester de nouvelles approches pour remédier aux problèmes persistants de développement qui affectent le pays. Ainsi, en 2020, l'EPNU et le BINUH se sont engagés dans un vaste exercice de réflexion sur les problèmes structurels et systémiques, les nœuds gordiens profondément enracinés, qui sont des goulots d'étranglements aux progrès du développement durable en Haïti. Les discussions ont également porté sur la possibilité de mettre en œuvre des solutions intégrées, ainsi que l'application de nouvelles approches et l'établissement de nouveaux partenariats pour s'attaquer à ces problèmes profonds. Sur la base de ces discussions, des plans de travail ont été élaborés visant à donner corps au Cadre Stratégique Intégré (CSI) et de permettre aux entités des Nations unies de redéfinir les priorités de leurs propres programmes.

Tous ces efforts visent également la promotion des approches communes et conjointes des différentes entités des Nations Unies, même de celles n'ayant pas de présence physique en Haïti, de façon à maximiser l'impact de leur expertise, leurs avantages comparatifs et à pouvoir adopter des approches intégrées et transversales pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Ces efforts déboucheront en 2021 sur la mise en œuvre de stratégies conjointes, y compris par le biais de programmes conjoints, liées aux priorités du CSI. Pour appuyer ces initiatives prioritaires, des efforts

conjointes de mobilisation de ressources et la recherche de partenariats conjoints et concertés seront entrepris en 2021. Par ailleurs, une forte coordination entre les efforts des Nations Unies et ceux des autres partenaires techniques et financiers sera également priorisée pour assurer impact et efficacité en soutien aux partenaires nationaux. Dans cette optique et pour appuyer cette dynamique, une nouvelle structure de gouvernance interne a été mise en place pour servir de point d'appui au CSI et ainsi renforcer son efficacité.

Les flux de l'aide publique au développement ont chuté de 273 millions d'USD entre 2018 et 2019, en lien avec la crise socio-politique que le pays a traversée. Face à cette situation, et dans la continuité de la réflexion stratégique qui a été menée par les Nations unies en Haïti, un processus transformationnel a été engagé avec les partenaires techniques et financiers de développement. Ce processus cherche à renforcer l'alignement des actions de la coopération internationale sur les priorités nationales et à maximiser l'impact de ces actions, tout en continuant à chercher des ressources pour le financement du développement en Haïti. Il s'agit d'un changement de paradigme, recentrant la réflexion sur une approche programme et sur l'impact. C'est à travers ce changement de paradigme que des solutions aux causes structurelles et systémiques des déficits de développement pourront être enclenchées, en fonction des avantages comparatifs de chaque partenaire technique et financier. Le processus de réflexion plus approfondi et la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie sera lancé en 2021.

⁴ La transition effective depuis fin 2019, entre les missions successives de maintien de la paix (la dernière ayant été la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti – MINUJUSTH)



UNIS DANS L'ACTION : LA COMMUNICATION

Au cours de l'année 2020, le système des Nations unies en Haïti a mis en œuvre la communication « One UN » à travers diverses initiatives. L'une des activités les plus marquantes a été la [célébration des 75 ans de l'organisation en Haïti](#). En effet, toutes les entités des Nations unies, de concert avec des instances étatiques et des organisations de la société civile ont contribué à marquer d'un sceau indélébile les trois quarts de siècle de l'ONU, dont Haïti est membre fondateur. Le dialogue mondial UN75 réalisé autour du thème « Façonnons notre avenir ensemble » a été une occasion de faire entendre la voix de la République d'Haïti et proposer des solutions aux grands défis de l'heure.

Au niveau local, quatre panels de discussion en ligne ont réuni à la fois des membres du gouvernement, des représentant.e.s des organisations la société civile dont dix-sept jeunes et des responsables de l'EPNU, les 30 juillet, 19 août, 21 septembre et 26 octobre 2020. Plus de 90 mille personnes ont été touchées par ces échanges effectués autour des thèmes respectifs « *Inégalités sociales et relance économique post-Covid-19 en Haïti* », « *Dialogue entre les jeunes et les Nations unies autour d'un monde meilleur* », « *Comment façonner la paix ensemble* », « *Haïti et les Nations unies : Histoire et perspectives* ».



UNIS DANS L'ACTION : LES OPÉRATIONS ET LA STRATÉGIE RELATIVE AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (BOS)

L'EPNU s'est engagée dans la mise au point du BOS visant à éliminer les doublons, à tirer parti du pouvoir de négociation commun de l'EPNU et à optimiser les économies d'échelle. Sur la base d'une feuille de route bien définie, le processus du BOS a été lancé en 2020. Des sessions de formations à l'intention des membres des différents groupes de travail ont eu lieu en plus des formations organisées en ligne par le Bureau de la Coordination des Activités de Développement (DCO). L'équipe de Gestion des Opérations bénéficiant de l'appui considérable de tous les groupes de travail (Administration ; Logistique ;

Ressources Humaines ; Finance ; Achats ; ICT) a finalisé les premières étapes du processus soit : état des lieux ; identification et description des opportunités ; analyse coûts-bénéfices. L'année 2020 a touché à sa fin sans que le processus BOS ne soit bouclé en raison de certaines contraintes occasionnées par la pandémie de Covid-19. Le BOS se retrouvera donc au cœur du plan d'action inter-agences dès le début de l'année 2021 ; sa finalisation permettra de mener/renforcer les actions communes existantes et de maximiser des profits à économie d'échelle dans une vision One UN.



APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

En 2020, l'EPNU a estimé que 154 millions \$US étaient nécessaires pour financer les activités du CSI. Les besoins financiers ont été presque entièrement couverts (92 %) par la réorientation des activités/ressources du Cadre de développement durable 2017-2021 et la mobilisation de nouvelles ressources. A noter que les Objectifs stratégiques 5 et 6 représentent 92 % des ressources requises pour le financement du CSI.

Pour assurer le financement du CSI, l'EPNU a utilisé des ressources propres, les généreuses contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des ressources canalisées à travers des fonds fiduciaires multipartenaires, d'autres instruments de financement telle que l'Initiative Spotlight (financée par l'Union Européenne) et des fonds globaux tels que le Fonds pour la Consolidation de la Paix, le Fonds Conjoint pour les ODD, le Fonds Mondial pour l'Environnement ou encore le Fonds

mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Par ailleurs, l'EPNU a renforcé son partenariat avec les institutions financières internationales, la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement notamment, y compris dans le cadre de la réponse à la Covid-19. C'est ainsi par exemple qu'un programme innovateur mené par le Ministère de la Santé Publique et de la Population, lancé en 2020 autour du maintien des services de santé en période de crise, a conduit à la formation d'un partenariat inclusif entre le gouvernement, des organisations non gouvernementales nationales et des agences des Nations unies. Ce programme met en œuvre un financement de la Banque Interaméricaine de Développement s'élevant à 27 millions \$US.



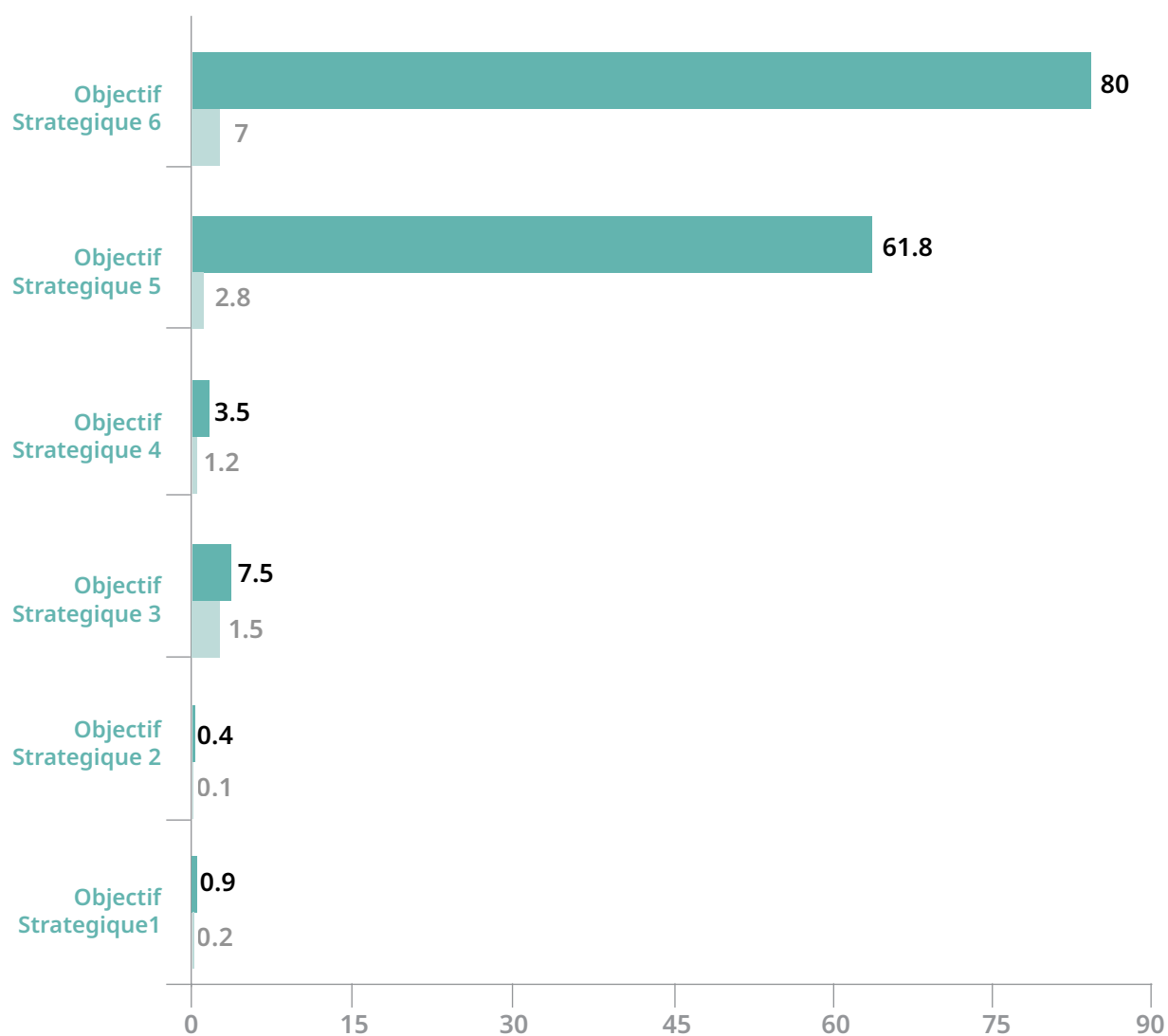
Entité	Ressources disponibles en 2020, par entité (en millions USD)	Ressources manquantes en 2020, par entité (en millions USD)	Ressources nécessaires en 2020, par entité (en millions USD)
BIT	0.4	0	0.4
FAO	12	1	13
FIDA	2	0	2
FNUAP	32	2	34
OHCHR	0.03	0	0.03
OIM	6	0.5	6.5
ONU FEMMES	2.5	0.05	2.55
ONUSIDA	0.4	0	0.4
OPS/OMS	4	1	5
PAM	28.5	0.5	29
PNUD	10	0.3	10.3
PNUE	4.5	0	4.5
UNESCO	0.4	0.15	0.55
UNICEF	18.5	7.5	26
UNOPS	20	0	20
Total Objectif stratégiques	141.23	13	154.23

• Ces montants ont été arrondis pour le rapport.



● Ressources nécessaires en 2020 par Objectif stratégique (en millions USD)

● Ressources manquantes en 2020 par Objectif stratégique (en millions USD)



• Ces montants ont été arrondis pour le rapport.





5. PRIORITÉS DÉFINIES PAR L'EPNU POUR 2021

L'année 2021 sera une année très importante pour Haïti (du fait du calendrier politico-électoral). Les risques potentiels qui pourraient influencer sur la situation incluent des risques d'instabilité politique, liés notamment à l'organisation du référendum constitutionnel et à la tenue des élections présidentielle, législatives et locales ; la situation sécuritaire, en lien notamment avec les échéances électorales ; la situation économique, y compris du fait des fluctuations de la monnaie nationale ; la situation humanitaire, avec plus de 40% de la population ayant des besoins humanitaires, notamment en lien avec la question de la sécurité alimentaire ; et enfin une possible recrudescence des cas de la Covid-19.

En anticipation à l'élaboration en 2022 du nouveau Plan cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF), l'EPNU produira en 2021 l'Analyse commune de pays nouvelle génération, qui sera élaborée avec l'appui du DCO-LAC et d'autres entités du niveau régional et global, comme la CEPALC, le DESA et le Centre des Nations unies pour les opérations et la gestion des crises

(UNOCC). Une analyse multidimensionnelle des risques a notamment été menée dans ce cadre, qui aidera l'équipe à intégrer la prévention dans ses activités de planification et de programmation.

L'EPNU en Haïti, travaillant de manière intégrée avec le BINUH, continuera à promouvoir en 2021 une action inter-piliers tout en renforçant les orientations de sa programmation autour de domaines prioritaires fondamentaux en partenariat avec les principales parties prenantes. L'EPNU consolidera et accélérera la dynamique 'One UN' en cours, avec une emphase sur les causes structurelles et systémiques des déficits de développement et de paix, une concentration sur la recherche d'impact, et un souci permanent de cibler les personnes les plus vulnérables (ne laisser personne pour compte). En partenariat avec ses partenaires nationaux et internationaux, l'EPNU concentrera ses efforts sur un certain nombre de priorités stratégiques pour répondre aux défis structurels et émergents auxquels Haïti continue de faire face.



L'EPNU focalisera ses efforts notamment à travers 11 solutions intégrées :

1. Appui à l'engagement politique et civique plus actif de la part de tous les Haïtiens en particulier des femmes et des jeunes ;
2. Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la violence communautaire, notamment à travers l'élaboration d'une nouvelle approche plus holistique des Nations unies, focalisée à la fois sur la réponse et la prévention.
3. Lutte contre la corruption et ses multiples causes ;
4. Préparatifs nécessaires à la mise en œuvre et à l'application du nouveau code pénal et du code de procédure pénale en termes d'harmonisation de la loi haïtienne avec les standards internationaux ;
5. Réconciliation nationale à travers la justice transitionnelle et le renforcement des capacités nationales pour la prévention des conflits, notamment par la mise en place d'une architecture nationale de paix ;
6. Mise en œuvre de réformes économiques favorisant la croissance inclusive et l'équité en soutenant l'élaboration d'un cadrage légal et réglementaire de la vie économique en Haïti ;
7. Appui à la mise en œuvre de la Politique nationale de promotion et de protection sociale ;
8. Appui à la mise en œuvre de la Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté et Sécurité Alimentaires et de Nutrition en Haïti ;
9. Opérationnalisation du nexus humanitaire – développement – paix ;
10. Renforcement des capacités des institutions nationales pour assurer l'accès à des services sociaux de base de qualité efficaces efficaces et équitables en mettant l'accent sur la santé et l'éducation et la bonne gestion des investissements publics ;
11. Mise en place de modèles efficaces de résilience multidimensionnelle aux risques de catastrophes naturelles.

Les priorités définies marquent la voie à suivre pour l'EPNU. Dans l'esprit 'One UN', l'accent sera mis sur des stratégies et des programmations communes et sur l'élaboration de programmes conjoints dans certains des domaines concernés, sur la base des avantages comparatifs des agences, fonds et programmes. Les agences présentes en Haïti continueront à ajuster leur profil (notamment en matière d'expertise nécessaire), pour mieux répondre aux priorités identifiées. De manière à s'assurer que

toute l'expertise disponible au sein de la famille des Nations unies soit à l'œuvre pour appuyer Haïti dans son développement, des partenariats seront initiés ou renforcés avec des entités qui ne sont pas physiquement présentes dans le pays, parmi lesquelles la CEPALC, le CCI, la CNUCED, l'ONUDI et l'ONU DC. Ces entités appuieront notamment les efforts dans les domaines économiques et de lutte contre la corruption.

Cette démarche consolidera également la mobilisation commune et ciblée de ressources. L'équipe s'attend également à voir certaines initiatives globales pertinentes mises en œuvre en Haïti en appui à ces priorités. Par ailleurs, l'EPNU travaillera, au niveau des domaines prioritaires, à renforcer les coalitions d'acteurs, y compris au niveau des Partenaires Techniques et Financiers, de manière à non seulement assurer une meilleure coordination des interventions, mais également à aller dans le sens de stratégies communes visant à maximiser les avantages comparatifs de chacun, pour un meilleur impact.

Un cadre de partenariat bilatéral des Nations unies est en cours d'élaboration, afin de renforcer la cohérence et les synergies entre les équipes de pays en Haïti et en République Dominicaine, et de leur permettre d'intensifier leurs efforts communs.



NATIONS UNIES
HAÏTI



EPNU | RAPPORT DE RÉSULTATS 2020